

Gala de soutien à Radio-Libertaire et au « Monde libertaire »
11 novembre - 20 h 30 - Mutualité - avec Jean Sommer, Font et Val (dans leur nouveau spectacle)

T2137-460-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 460 JEUDI 4 NOVEMBRE 1982 6,00 F



L' ETAT DÉBLOQUE
PRIX
ET SALAIRES

LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHÂTEAU
ALLIER : MOULIN — YZEURE
ARDÈCHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE — BOUC-BEL-AIR
CALVADOS : CAEN
CHARENTES-MARITIMES : MARENES — ROCHEFORT
CÔTE-D'OR : DIJON
DOUBS : BESANÇON
FINISTÈRE : BREST
GIROUNDE : BORDEAUX — CADILLAC
HAUTE-GARONNE : TOULOUSE
HERAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ÉTIENNE
LOT-ET-GARONNE : AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
MARNE : REIMS
MORBIHAN : PLUVIGNER
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE — VALENCIENNES
OISE : BEAUVAIS
ORNE : FLERS — LA FERTÉ-MACÉ
RHÔNE : LYON
SARTHE : LE MANS
SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : AUXERRE
LA RÉUNION : LE PORT
BELGIQUE : ARLON

LIAISONS

NORD : Noyon, Fourmies, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hénin, Beaumont, Saint-Quentin, Soisson.
EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Jura.
ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy
OUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.
CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand.
SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes, Lot.
RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble, Bourg-de-Péage, Romans.
CORSE : Ajaccio.
GUADELOUPE : Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe de Noyon : permanence le 1^{er} jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.
Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.
Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 1, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.
Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueau.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.
Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.
Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.
Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23).80.17.09).
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
Groupe Louise Michel : permanence chaque mardi, à 20 h, au local du groupe, 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris.
Groupe de Beauvais : permanence le 1^{er} mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vaute, 65000 Beauvais.
Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Pour toute prise de contact, n'hésitez pas

à écrire aux R.I., ou bien venez à la

PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES,
le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot,
Paris 11^e (m^o République), tél. : 805.34.08.

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
 — ORSAY-BURES
 — BOULOGNE-BILLANCOURT
 — VILLEJUIF, VITRY
 — MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 — MONTREUIL, ROSNY
 — BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

— HOUILLES-SARTROUVILLE
 — VERSAILLES

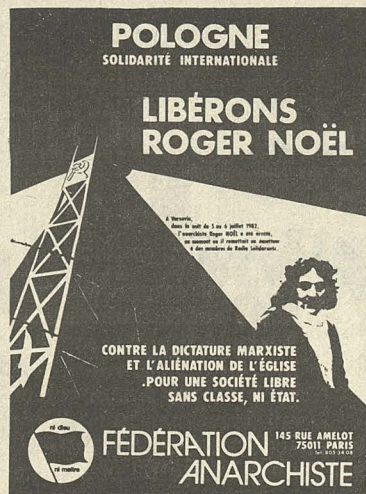
BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 — DOMONT
 — ARGENTEUIL, COLOMBES
 — SEVRAN, BONDY
 — DEUIL-MONTMAGNY
 — STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS
 — LIAISON ONF
 — CERCLE INTER-BANQUES
 — LIAISON ORTF
 — LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES



Affiche éditée par les Relations internationales. Prix : 5 F l'unité ; 0,90 F à partir de 10 exemplaires. Format : 56 x 96.

COMMUNIQUÉS

• Les compagnons de la région du Haut-Doubs intéressés par la propagande libertaire peuvent écrire aux RI qui transmettront à la nouvelle liaison.

• Le groupe A. Camus de Toulouse demande aux libertaires du Sud-Ouest intéressés par les actions de la FA d'envoyer leurs coordonnées aux RI afin de pouvoir les inviter à une réunion d'information qui se tiendra à Toulouse.

• Le groupe libertaire de Moulins vient de réaliser un montage sonore intitulé : *Le Mouvement libertaire dans l'Allier au début du siècle*.

Cette cassette, présentée sous forme d'une conversation, n'est que plus attrayante (durée d'enregistrement : environ une heure). Elle peut-être commandée à « Association pour une culture libertaire », BP 49, 03400 Yzeure, en joignant un chèque ou un virement postal de 50 F (port compris) au nom de l'association.

• Bientôt une feuille d'expression libertaire dans le Nord-Pas-de-Calais. Les groupes de Lille et de Valenciennes demandent aux camarades susceptibles de les aider dans la rédaction et la diffusion de cette feuille de bien vouloir les contacter par l'intermédiaire des RI.

• Dans la Somme, le mouvement anarchiste n'est actif que dans une grande ville : Amiens. De nombreux groupes ou liaisons doivent se créer dans tout le département, ou du moins dans chaque ville importante. Dans cet esprit, une liaison « Est de la Somme » vient de se créer dans le but de créer et de coordonner une activité libertaire autour des villes Péronne et Roisel. Anarchistes, libertaires et sympathisants de cette région, prenez contact avec la liaison par l'intermédiaire des Relations Intérieures de la F.A. ou du groupe anarchiste d'Amiens (FA).

• Une liaison vient d'être créée dans les Yvelines et plus précisément à Mantes-la-Ville. Tous les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I. Collages et ventes du ML régulièrement.

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

ANGERS

Le lundi 8 novembre à 21 h, sur Radio-Gribouille (95,15 MHz), émission sur *L'éducation libertaire*, par Patrick, militant du groupe d'Angers.

PARIS

Les groupes Varlin et Louise-Michel de la FA continuent leur série de cours de formation. Le premier se tiendra au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e ; le second au 72, avenue Félix-Faure (Paris-15^e), à 20 h. Les thèmes abordés seront :
 - *réformes et révolution*, le mardi 9 novembre.
 - *l'outil révolutionnaire*, le mardi 16 novembre.

SEBASTIEN FAURE

LA LIBERTÉ



La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste a réédité *La Liberté* de Sébastien Faure. Cette brochure est en vente à Publico au prix de 9 F l'unité.



Affiche gala. Prix : 5 F l'unité ; 0,95 F à partir de 10 exemplaires. Format : 90 x 61.

LIBERONS LES ONDES

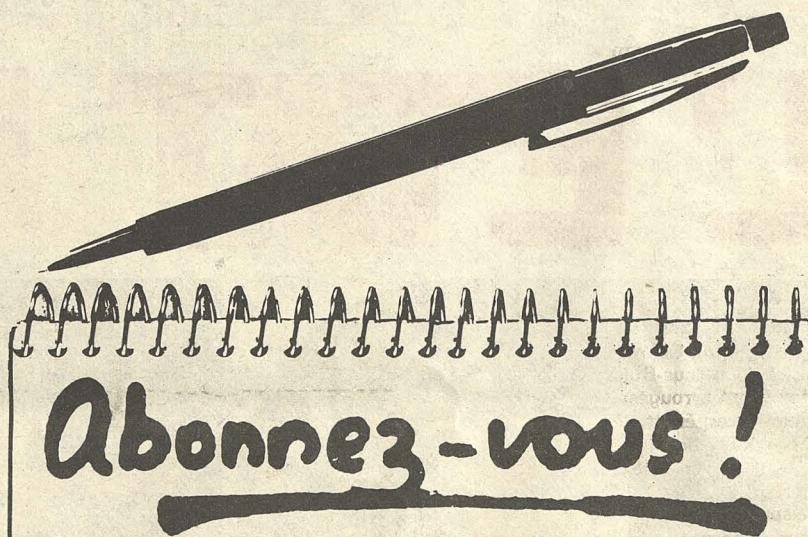


Affiche de Radio-Libertaire. Prix : 0,95 F l'unité à partir de 10 exemplaires. 5 F l'unité au-dessous de 10 exemplaires. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

Sommaire

PAGE 2
 Activités des groupes FA
PAGE 3
 En bref
 Economie, économie !
 Répression syndicale pour le SLT
 Editorial
 Esclave en 1982 au lycée Henri IV
PAGE 4
 Négociations salariales
 A Rebrousse-poil
 CGT : en avant ?
PAGE 5
 Avec la « modulation des prix »...
 EDF et les lignes très hautes tensions

Les citoyens-soldats
PAGE 7
 Animation et action culturelle
PAGE 8
 Informations Internationales
PAGE 9
 Informations Internationales
PAGE 10
 Café-théâtre : la crise
 Gala de R.-L. et du « Monde libertaire »
PAGE 11
 Livres, spectacles...
PAGE 12
 Le Coral et les lieux de vie



TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction Administration
 145 rue Amelot 75011 Paris
 Tel. 805 34 08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F

Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prenom
 N Rue
 Code postal Ville
 à partir du N (inclus). Pays
☐ Abonnement ☐ Reabonnement ☐ Abonnement de soutien
☐ Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Mandat lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

• Le numéro 7 d'*Infos et analyses libertaires* vient de paraître. Au sommaire : expulsions d'immigrés, l'affaire du Coral, le « Grand Magic Circus », le nucléaire, la presse, « Cameron » (boîte américaine), etc. Vous pouvez vous abonner pour un an (chèque à l'ordre de C. Fleuriot) : abonnement normal : 15 F ; abonnement militant : 25 F ; abonnement de soutien : 50 F. N'oubliez pas les frais d'envoi. Pour tout renseignement, écrire à : FA, CES, BP 4030, 34325 Béziers Cedex. *Infos et analyses libertaires* est édité par le Groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan et le groupe de la Fédération anarchiste de Béziers.



• Grève de la faim aux PTT : Il aura fallu que Michel Mazé, préposé aux PTT à Paris-VIII, fasse cinq jours de grève de la faim, et il aura fallu le soutien actif de ses camarades et de Radio-Libertaire pour obtenir la levée de la sanction administrative dont il était l'objet. On lui reprochait, en effet, des « propos injurieux à l'encontre d'un supérieur hiérarchique ». En fait, cette sanction administrative, en le déplaçant d'office, visait à débarrasser l'administration d'un militant syndical trop gênant (Michel est secrétaire de la section CFDT-Paris-VIII). C'est à l'occasion d'un débrayage massif du personnel de la distribution déclenché pour s'opposer à une sanction arbitraire, que les faits se sont produits. Il faut dire que les tensions sont vives dans le bureau où l'encadrement fait régner un ordre qui n'est pas loin de rappeler ce qui se passait, il n'y a pas si longtemps, chez Citroën-Talbot.

• Le comité de solidarité à Solidarność de Marseille organise un rassemblement de soutien le 10 novembre à 18 h sur le Vieux-Port : prise de parole, animation musicale, lâché de ballons...

• Le congrès annuel de l'Union pacifiste de France (UPF) — section française de l'Internationale des résistants à la guerre — se tiendra le dimanche 7 novembre à Paris. Les points suivants seront abordés : éducation et pacifisme ; les luttes de libérations nationales ; la reconversion des usines d'armement ; l'objection de conscience...

• Vendredi 12 novembre 1982, à 20 h 30, au Centre culturel de Pavillon-sous-Bois, Max Roy Carrouges, chanteur espérantiste, invité de Radio-Esperanto le 22 novembre 1982, inaugure en région parisienne une série de spectacles composés de trois parties : chansons originales en espéranto, conférence sur la langue internationaliste, dialogue avec le public. Le premier 33 tours de Max Roy, *Esperanto kaj libereco*, est en vente à Publico.

• Le Collectif d'objecteurs du Tarn vient de publier un dossier sur la militarisation de l'enseignement. Prix : 6 F. Pour tout renseignement, écrire au COT, BP 229, 81002 Albi Cedex.

ÉCONOMIE... ECONOMIE !

Le ministère de l'Éducation nationale a trouvé un nouveau moyen de faire des économies. On ressort une de ces bonnes vieilles lois centenaires stipulant que tant que toutes les places d'internat dans les Ecoles normales n'étaient pas occupées, il n'y avait pas à verser les indemnités-logement des normaliens. Même Giscard n'a pas osé. Résultat : une perte sèche de 942 F mensuels. Ça fait mal dans un petit budget, mais multiplié par le nombre de normaliens, c'est intéressant pour l'État. Quand on sait que les internats d'Ecole normale ne sont pas prévus pour les couples (officiels ou non), encore moins pour ceux ayant des enfants ; quand on sait que les Ecoles normales sont fermées le week-end (économies de chauffage) : les internes n'ont qu'à se payer une chambre en ville ; quand on sait ce que gagne un normalien (cf. les instits) ; quand on sait qu'un certain pourcentage sera prélevé sur les salaires en solidarité avec les chômeurs ; quand on sait tout cela et d'autres choses encore : on comprend la lutte des normaliens.

Ceux de Versailles et de Saint-Germain-en-Laye, dans les Yvelines, sont allés à l'inspection académique qui est d'accord avec eux. Mais pas le ministère ! Ils sont allés voir les syndicats. Le SNI les soutient, mais de loin et avec cartes d'adhésion à l'appui. Le SGEN les soutient

aussi, mais de loin également. Ils sont allés à la Chambre des députés. Cinq d'entre eux purent y entrer, les autres se faisant repousser, pas très gentiment, par les gardes mobiles.

Ces cinq-là ont rencontré le député PS des Yvelines, M. le Gars, qui s'est engagé à défendre leur cause et à demander la modification du texte auprès du ministre le... 2 novembre, c'est-à-dire après les vacances de la Toussaint, et quand on sait qu'il n'y a que les vacances pour démobiliser...

Notre club des cinq y a aussi rencontré une représentante du groupe parlementaire du PCF qui s'est engagée, quant à elle, à transmettre la revendication par l'intermédiaire d'un député PCF qui interpellera (quand ?) le ministre en déposant une question écrite à l'Assemblée nationale à ce sujet : vous avez lu Kafka ?

Pour réaliser quelques économies, le gouvernement exhibe de vieilles lois ; les députés de la majorité repoussent la réponse après des vacances démobilisantes (PS) ou aux calendes grecques (PCF) ; les syndicats laissent la base se démerder...

On sait bien qu'il est plus facile de prendre du fric à ceux qui n'en ont pas — et qui, ô comble, votèrent Mitterrand dans leur majorité — plutôt qu'à ceux qui en ont. Mais rassurez-vous, le budget militaire se porte bien.

J.-P. BERRAUD

Répression syndicale pour le S.L.T.



Les instances juridictionnelles en ont décidé : le Syndicat de lutte des travailleurs n'est pas représentatif. Il est pourtant le syndicat le plus nombreux sur l'entreprise quant au nombre d'adhérents, sans parler bien sûr de la qualité militante ! Le SLT n'étant plus « représentatif », il ne peut plus avoir de représentant syndical au Comité hygiène et sécurité. On supprime ainsi un moyen important d'intervention pour ceux qui dénoncent quotidiennement les mauvaises conditions de sécurité à Usinor-Dunkerque. D'autre part, la demande de licenciement contre Franz Flatlscher (d'abord cassée par le ministère du Travail) peut suivre son cours en toute quiétude, vu la non-représentativité juridictionnelle du SLT. D'une pierre deux coups... A noter qu'à la direction d'Usinor, dans son action juridique, s'étaient jointes la CGT et la CFDT !

La collaboration de classes à son niveau le plus poussé aurait-elle atteint là un de ses points culminants ?

Le SLT gêne et on cherche par tous les moyens à faire taire la voix de ceux qui se battent contre l'intégration du syndicat à l'appareil d'État. Soyons sûrs que nos camarades d'Usinor-Dunkerque sauront trouver la riposte, et ce avec notre soutien militant.

Fernand BERNARD

Editorial

INFORMÉS malgré tout par un nombre restreint d'organes de presse fidèles à certaines valeurs humanistes ou plus directement associés au combat pour les libertés individuelles et collectives, les Français ont vécu ces vingt-trois dernières années sous le signe d'un « grignotage » constant et insidieux, par voie législative ou administrative, de leurs droits et de leur autonomie face aux pouvoirs publics.

A n'en pas douter, l'arrivée de la sociale démocratie sur le devant de la scène politique a fait naître un immense espoir dans ce pays, et les premières mesures prises par l'équipe dirigeante : disparition du spectre hideux de la guillotine, suppression de la Cour de sûreté de l'État, amnisties, ont permis dans un premier temps un replâtrage éthique, une réhabilitation des valeurs morales du régime républicain face aux autres démocraties européennes. Il fallait en finir avec ces vieux et sanglants anachronismes et montrer aux voisins que, sur le plan des droits de l'homme, la France républicaine n'était plus la nation ringarde et rétrograde où la justice d'exception et la lame de Samson s'en donnaient à cœur joie !

Bref, on pouvait dès lors faire face à l'opinion internationale, faire valoir son bon droit et défendre avec « fougue » les valeurs éternelles de la culture française et de la civilisation !

Ce premier acte joué sur un temps relativement rapide, il était alors possible de passer à la seconde partie du programme et laisser « maître » Badinter entamer avec diligence les sales besognes. En effet, attaqué sur sa droite et sur sa gauche, l'actuel gouvernement doit assumer les contradictions d'un système économique, et l'une des conditions de sa survie est de maîtriser aussi parfaitement que possible un appareil répressif renforcé. A cette fin, les tribulations de notre ministre de la Justice faisant le tour des popotes de l'Europe de l'Ouest, réclamant à grand renfort d'arguments la création d'un espace judiciaire européen et, parallèlement, la mise en place du fichier anti-terroriste entièrement informatisé comportant 60 000 noms, associé à un long rétablissement des visas, ne laissent, c'est le moins que l'on puisse en dire, rien présager de bon.

Pour la petite histoire, et afin de relever le moral et l'enthousiasme des camarades socialistes, qu'il nous soit permis de rappeler que les seuls pays repoussant pour le moment avec le plus de détermination l'espace judiciaire européen sont deux petites nations : la Belgique et les Pays-Bas. Il est vrai que là-bas, et c'est très inconvenant pour nos socialistes, il existe un mal qui, heureusement, épargne notre beau pays : je veux parler de la tolérance.

Anarchistes, nous savions bien avant le 10 mai que quel que soit le résultat des élections, nous aurions de toute façon à soutenir un dur combat pour défendre pied à pied ce qu'il est encore possible de sauver des libertés !

Faisons en sorte qu'avec ou sans les socialistes, à partir des propositions et thèmes qui sont les nôtres, nous puissions faire toujours entendre notre voix pour que vive la liberté !

ESCLAVE EN 1982
AU LYCÉE HENRI IV

HOMME à tout faire, pompeusement appelé agent de service, voilà mon travail. Eh oui, il faut bien des esclaves pour nettoyer les excréments de tous ces petits bourgeois.

Maintenant, parlons salaire, sécurité de l'emploi, chômage et accident de travail.

Pour le salaire, pas de problème. Payé au SMIC, la première paye tombe six mois après l'embauche. Tous les mois, il faut implorer son chef de service pour obtenir un petit acompte. Résultat, l'acompte arrive trois mois après l'embauche. Quelle surprise : une somme de 2 200 F, quel pied ! Mon père étant curieux, il se rend au lycée Henri IV pour information. Il lui sera répondu que le fonctionnement de l'administration étant trop complexe, il lui est impossible de comprendre. Ce qui veut dire en clair que mon père est un con.

Pour la sécurité de l'emploi, je suis sous contrat renouvelable tous les trois mois pendant un an, deux ans ou trois ans..., au bon vouloir de ces messieurs.

Pour le chômage, il faut avoir effectué mille heures de travail, le double que dans le secteur

privé. On se fait inscrire sur les listes, et peut-être qu'un jour on arrive à toucher une petite somme.

En ce qui concerne les accidents de travail, alors là, vive notre cher régime capitaliste ! Il faut savoir que c'est le rectorat qui vous prend en charge et non la Sécurité sociale, mais — eh oui, il y a un mais —, si vous êtes sous contrat (ce qui était mon cas) et que ce contrat se termine le 21 juin, que votre accident survienne le 16 juin (« chute dans un escalier » avec fêlure du coccyx), le rectorat paye les radios et les médicaments, mais pas les journées d'arrêt après le 21 juin. Donc trois mois d'arrêt sans salaire, impossibilité de s'inscrire au chômage ou de se faire embaucher dans une autre entreprise. On vous autorise à sortir deux heures par jour pour faire vos achats et payer votre loyer. Bien sûr, mais avec quel argent ? Ces messieurs du rectorat, bien assis dans leur fauteuil, s'en tamponnent le coccyx... Mais pas moi, c'est déjà fait et j'ai mal.

Bernard

Abonnez-vous



L'Etat montre l'exemple

DEPUIS le 1^{er} novembre, prix et salaires sont bloqués. Pour les premiers, l'Etat a montré son libéralisme ; pour les seconds, ce fut plutôt la rigueur. Ainsi, la promesse de revalorisation du SMIC de 4% ne sera pas respectée pour l'année 82.

Dans la fonction publique, le gouvernement a fait preuve de détermination. Les négociations salariales pour cette année ont été unilatéralement rompues. Ce sera 3% d'augmentation au 1^{er} novembre, 2% au 1^{er} janvier, et pour les bas salaires (inférieurs à 4 172 francs net), une augmentation supplémentaire de 2% au 1^{er} décembre. Ainsi, seulement un fonctionnaire sur quatre voit son pouvoir d'achat maintenu pour l'année en cours, en se basant sur une hausse des prix de 10,3% selon l'indice INSEE, tant controversé avant le 10 mai, et en incluant l'augmentation de janvier.

L'appréciation par les syndicats de ces négociations a donné lieu à des grèves en ordre dispersé. Ainsi, FO, constatant que « le gouvernement met pour la première fois en cause la politique de négociation salariale et la pratique conventionnelle, conquête du mouvement syndical de la fonction publique en 68 » déclenchait le 23 une grève d'une journée, assez suivie chez les communaux. La CFDT appe-

lait le 26 à une heure de grève minimum avec la consigne : « cette action sur le lieu de travail ne doit pas entraîner de perturbations importantes dans la bonne marche des services publics ; ce n'est d'ailleurs pas ce que nous souhaitons ». La prochaine fois, les syndiqués CFDT recevront peut-être le conseil de faire grève comme leurs collègues japonais : c'est-à-dire continuer à travailler avec un brassard où seront inscrits les mots « en grève ». Attitude qu'appréciera d'ailleurs le ministre communiste Fiterman qui tente d'imposer dans les transports la notion de service minimum en cas de conflit du travail. La journée d'action du 27 s'inscrivait pour la CGT dans une perspective voisine, ministre de la Fonction publique communiste oblige. Certaines fédérations, les Finances, par exemple, appelaient cependant à une demi-journée de grève, tout en précisant que les salariés étaient appelés à « intervenir massivement non pas contre le gouvernement de gauche, mais pour le conduire à réaliser les espérances populaires du 10 mai 81 ». Le peu de retentissement de cette journée d'action a d'ailleurs été masqué par les grèves assez conséquentes des transports en commun parisiens. La FEN, elle, devait être en vacances.

Les négociations salariales pour 83 commencent mal. Le ministre de la Fonction publique, Anicet le Pors, annonçait le 27 le report à une date indéterminée de la première rencontre syndicats-Etat ; décision justifiée par le désir « d'élaborer des propositions précises et aussi affinées que possibles ». D'ailleurs, on peut se demander comment les confédérations pourront pratiquer la fameuse politique contractuelle, alors que le précédent accord salarial de 82, signé par FO et rejeté par la CFDT et la CGT comme insuffisant, n'a pas été honoré. Delors a semblé-t-il la réponse à cette question : « Il vaut mieux que la politique contractuelle marque le pas pendant un moment et que l'économie française s'en sorte. »

Ainsi, pour le gouvernement qui, dans l'opposition, déclarait l'inverse, les salaires sont cause d'inflation. Il s'agit de bloquer la masse salariale, quitte à effectuer quelques aménagements charitables, mesures en faveur des bas salaires. A ce sujet, on peut s'interroger sur la santé mentale des économistes de la CFDT pour qui « il s'agit de s'attaquer aux inégalités salariales qui sont une des causes de l'inflation ».

Les négociations de la fonction publique servent de test pour le privé. L'Etat montre sa volonté de contrer les augmentations de salaire, les patrons ont beau jeu de dire : « Regardez, vos collègues du secteur publics eux sont satisfaits de ce qu'ils ont, donc bossez et fermez-la ! » Ils pourront même faire du social comme à CIT-ALCATEL, entreprise dont la santé économique n'est guère brillante. Là les syndicats, excepté FO, ont accepté de passer aux 35 heures sans compensation salariale et en promettant d'augmenter la productivité.

Face au réalisme des ministres communistes et socialistes, il est du devoir des anarchistes de rappeler à leurs collègues de travail l'histoire des ouvriers parisiens de 1848 qui avaient donné trois mois de misère au gouvernement et qui reçurent pour toute récompense du plomb. Les revendications précédemment formulées pour davantage de justice sociale et d'égalité doivent être maintenues, si ce n'est amplifiées. Le souci des gouvernants est la santé de l'économie capitaliste, le nôtre est de l'achever.

Groupe Fresnes-Antony



S.B.

QUAND la CGT aujourd'hui se lance dans une grève ou dans une quinzaine d'action, c'est plus « pour montrer sa détermination au patronat que pour manifester son opposition au gouvernement ». Dont acte. Mais le blocage des salaires, la politique d'austérité n'ont pas été décidés par le patronat et le CNPF, mais par le ministre d'un gouvernement socialo-communiste et, de surcroît, « ancien syndicaliste » : nous avons nommé l'ami Delors. La droite et le patronat devant avoir une fâcheuse influence sur le gouvernement, il faut attaquer de front et vigoureusement les derniers nommés pour que le gouvernement soit vraiment celui du changement. Pour un syndicaliste de base, cette gymnastique cérébrale semble un peu ardue.

du SMIC sera-t-il repoussé ?

Il paraît qu'à Lille, avant les dernières vacances, tout était réglé à l'issue du congrès de la CGT. Dans les faits, cela veut dire que les verrous avaient été soigneusement bloqués et que la « nébuleuse opposition » avait été habilement écartelée entre des supposés basistes et un ancien membre du bureau confédéral (Moynot, pour ne pas le nommer...) qui se raccrochait à la notion d'austérité pour prouver son opposition à la direction de la CGT. C'est peut-être un peu vite dit, mais le camarade Moynot ne nous a toujours pas vraiment expliqué si la pièce maîtresse de son opposition était syndicaliste ou politique.

Nous, anarcho-syndicalistes de la CGT, sommes (certains le disent !) un peu présomptueux

C.G.T. : EN AVANT ?

Il semble évident que le syndicat, regroupant les travailleurs sur la base de leurs intérêts propres, doit se battre contre le patronat et ses différentes résurgences, telle la diminution du pouvoir d'achat ou l'austérité. Mais quand ces mesures, issues tout droit du plan Barre, viennent d'un gouvernement de gauche, les états-majors syndicaux en général et celui de la CGT en particulier se contredisent au coup par coup. Chacun y va de sa « grève avertissement » de son côté, sans esquisser la moindre ébauche d'action commune. Que ce soit chez les fonctionnaires ou les cheminots, chacun roule pour sa boutique. Pour eux, c'est clair, l'unité de la classe ouvrière c'est du romantisme à l'eau de rose du XIX^e siècle !

Oh ! bien sûr, il faut respecter les formes quand les décisions prises par Anicet le Pors ont été rendues publiques, Krazu a déclaré tout net que c'était une atteinte sans précédent au pouvoir d'achat des fonctionnaires. Puis il a transigé vers une journée d'action, pour ne pas appeler à la grève comme la CFDT ou FO...

Autres temps, autres mœurs ! Qui dira ce qui se passe dans les cerveaux en bataille des différents pontes syndicaux, toutes tendances confondues ?

« La CGT cravache dans la ligne droite », disait *Libération* dans son « journal du déblocage » du lundi 25 octobre. En effet, à quelques jours d'un fictif déblocage des prix, la CGT entend conserver son image de marque. C'est-à-dire celle d'une organisation syndicale qui, sur le terrain, se bat pour les intérêts objectifs des travailleurs, même s'il y a des problèmes quand on se promène dans les « hauteurs » de Montreuil. Comme le dit la propagande confédérale : « La seule CGT défend les intérêts des travailleurs ». Voire ! La direction de la CGT (ex-centrale de la rue Lafayette, versions une larne !...) s'y entend à laisser à la CFDT le monopole du recentrage, pour l'appliquer dans les faits quand ça l'arrange. Jusqu'à quelles calendes européennes le relèvement

quant à la qualité de nos alliances, mais voir des têtes (sic) de l'opposition aller directement des structures syndicales à d'autres ministérielles nous laisse un goût amer dans la bouche, pour rester poli.

Dans la contemplation de l'échiquier politico-syndical, on se demande quelle est la véritable politique de la CGT. On a peur d'être taxés d'anti-communisme primaire en déclarant que les positions de la CGT se calquent sur les différentes « sensibilités » du PC : soit appuis à l'alliance PC-PS, soit replis sur celles du PC seules, soit encore résurgence du slogan « classe contre classe ». Tout cela ne nous dérangerait pas vraiment si cela émanait des structures syndicales. Mais le problème est que le centre de décision est situé en dehors du syndicat. Que le PC (celui-ci ou un autre...) propose des orientations au même titre qu'un autre courant du mouvement ouvrier, cela pourrait s'admettre, mais le moins qu'on puisse dire est que cela ne se passe pas comme ça.

Le rapprochement dans *Libération* de Jacques Delors et de Bruno Trentin (« patron » des métallos de la CGIL italienne et membre du comité central du PCI) serait-il un signe avant-coureur ? Le fait que le Parti communiste italien soit opposé à Moscou le légitime-t-il dans son rôle de théoricien italien de l'austérité de gauche ?

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le syndiqué moyen confronté à ces différentes prises de position ne saisit pas le fil conducteur s'il ne prend que les schémas syndicaux ! Le problème est que la clé du problème est située dans la partie d'échecs entre les partis politiques. Le syndicalisme est considéré dans ce contexte comme un pion. A nous, anarcho-syndicalistes, de le tirer de ce bourbier pour qu'il (re)devienne adulte. A la CGT comme ailleurs.

Jean-Pierre GERMAIN



à rebrousse-poil

Charlot...

Les navigants techniques d'Air-Inter ont fait une grève pour demander une augmentation des effectifs. Qui donc, à propos de ce mouvement, a déclaré qu'il « comprend et approuve le mécontentement légitime des usagers. Il s'étonne d'un comportement qui porte atteinte aux intérêts du transport aérien français, des personnels eux-mêmes et d'une compagnie qui s'est acquis une place essentielle, et du même coup des responsabilités dans les services des transports » ?...

Ces propos, direz-vous, ne peuvent être que ceux d'un patron de combat. Ou d'un éditorialiste du *Figaro*.

Eh bien non ! L'auteur de ces fortes paroles n'est autre que M. Fiterman, ministre « ouvrier ».

M. Fiterman est un ancien syndicaliste. Tellement ancien qu'il a oublié les plus élémentaires notions du syndicalisme. Il est vrai que, depuis, M. le ministre des Transports a su faire son chemin...

Et s'il continue, il ira loin. Sur la même voie que Jaruzelski.

Delors déblocue...

Les constructeurs automobiles ont été autorisés à augmenter leurs prix dix-huit jours avant la fameuse « sortie » du blocage. Delors explique cette avance de l'allumage par la situation d'un secteur qui se trouve dans une position de concurrence difficile face aux constructeurs étrangers. Ah bon ? Jusqu'à présent, on nous avait toujours dit que cette concurrence sauvage obligeait les pauvres patrons à tenir des prix compétitifs, c'est-à-dire les plus bas possibles. Maintenant, pour les bagnoles, ce serait donc l'inverse ?

De mauvaises langues prétendent que Delors a pris cette décision pour « soulager » l'indice des prix de novembre qui sera sans doute particulièrement mauvais.

Le ministre de l'Economie nous fait penser à cet astucieux trouffion de Courteline qui sortait à reculons de la caserne à fin de faire croire qu'il entraînait. Lui, il sort en avance du blocage pour nous faire croire qu'il fait reculer l'inflation !

Avec la « modulation » des prix, le gouvernement pourra encore se payer notre tête !

La période de blocage des prix s'achève. La sortie, nous dit-on, sera modulée. La modulation, chacun le sait, c'est de la musique... Et Delors a déjà fait un couac retentissant en autorisant, dès le 12 octobre, l'augmentation des tarifs de l'industrie automobile.

Pour le gouvernement, les indices des mois d'été sont relativement bons (0,3% en juillet et août, 0,4% en septembre) et, selon l'INSEE, « l'objectif d'un glissement de 10% en 1982 pour les prix à la consommation paraît accessible ».

Les salariés/consommateurs ont, eux, quelques raisons d'être moins satisfaits. Ils savent pertinemment que si le blocage des salaires est rigoureux, celui des prix est impossible, ne serait-ce que parce qu'il exigerait un énorme dispositif de contrôle dont l'Etat est bien loin d'avoir les moyens. Pour les denrées alimentaires, la valse des étiquettes a continué tout l'été, à peine ralentie par une vague crainte de contrôles ponctuels. Pour les produits saisonniers, il ne pouvait être question, évidemment, de blocage. Enfin, comment empêcher les fabricants et le négoce de jouer sur les prix des produits « nouveaux », « améliorés » dans leur présentation ou plus simplement rebaptisés ?...

Forts de leur expérience quotidienne sur les marchés comme dans les boutiques ou les grandes surfaces, les consommateurs ne peuvent guère accorder de crédibilité aux indices de l'INSEE que la gauche dénonçait d'ailleurs avant le 10 mai. Il est vraisemblable que les statistiques officielles laisseront apparaître, pour les quatre mois du « blocage », une hausse d'au moins 1,5%. L'amputation réelle du pouvoir d'achat sera nettement supérieure.

La bride sur les coûts

C'est par quatre « arrêtés généraux » publiés au *Bulletin officiel* de la concurrence et de la consommation que le gouvernement met fin au blocage des prix. Avec ce dispositif, il espère éviter, grâce à des accords de régulation, des rattrapages excessifs et veut limiter à 8% la hausse (officielle) en 1983. Ces excellentes intentions ne l'empêchent pas de faire annoncer par les médias une augmentation rapide des tarifs publics, y compris, bien sûr, ceux de l'énergie. D'ores et déjà, les usagers de la RATP peuvent faire leurs comptes...

Pour EDF et GDF, c'est la liberté complète, non seulement à cause du dollar, mais aussi parce qu'il faut, nous dit-on, « tenir compte de la nécessité d'auto-financer une partie raisonnable (sic) des investissements très importants ». Cher nucléaire !... Donc, attendons-nous à des hausses du gaz et de l'électricité dans les jours qui viennent.

Le gouvernement laisse également la bride sur les coûts à un certain nombre d'industries qui, à cause de ce satané dollar, pourront décider des hausses « nettement supérieures à la moyenne tolérée des prix ». Ce sont le verre, la chimie de base, la sidérurgie, le papier-carton. Il s'agit, notez-le, pour la plupart, d'industries nationalisées...

Haro sur Figaro !

Dans les secteurs définis comme étant « soumis à la concurrence » — c'est-à-dire l'automobile, la chimie fine, l'électro-ménager, l'habillement — le retour à la liberté des prix, annonce-t-on, pourrait être très rapide et intervenir avant le printemps 83, moyennant des engagements de « modulation »... En revanche, les tarifs des services resteront sévèrement réglementés et les coiffeurs sont particulièrement visés... Il faut bien que le gouvernement bloque réellement quelque chose !... Pour le commerce en général, le blocage des marges, en valeur relative bien entendu, serait maintenu, mais les boutiquiers pourront désormais répercuter la hausse de la TVA dans les prix de détail. C'est donc le consommateur qui paiera.

Enfin, dans le secteur libre et les HLM, la hausse maximale des loyers sera de 10% et de 8% pour les loyers soumis à la loi de 1948. Bien entendu, les proprios, toujours aussi goinfres, poussent des cris d'orfraies. Ils voudraient nous faire oublier que les loyers libérés sous Giscard avaient atteint des hauteurs stratosphériques d'où la loi Quillot ne les a pas fait redescendre et que l'immobilier reste un excellent placement.

Les médias s'interrogent : Delors gagnera-t-il son pari ? Le gouvernement réussira-t-il, en 1983, à ramener la hausse des prix à 8% ?

Dans la mécanique capitaliste, l'inflation est un phénomène presque aussi difficilement coercible que la dilatation en physique. Elle n'a pratiquement jamais cessé ; seule sa vitesse varie selon les circonstances. Les périodes déflationnistes n'ont toujours été que de rarissimes et brèves exceptions.

Les causes de l'inflation sont multiples. Ainsi, l'Etat n'hésite pas à faire fonctionner sa planche à billets pour financer ses énormes dépenses, notamment en matière d'armements. Par ailleurs, la hausse des prix est entretenue par l'éternelle fuite en avant des entrepreneurs de tout acabit à la recherche d'un profit maximum immédiat. Cependant, le système est bourré de contradictions et les intérêts de l'Etat et du grand capital financier ne sont pas toujours forcément en complète harmonie avec ceux du négoce et de tous les industriels.

Pour préserver le franc, il entre donc bien dans l'intention du pouvoir de freiner les prix et il peut y réussir

dans une certaine mesure, mais il faudra toujours prendre les chiffres annoncés avec la plus grande circonspection. D'abord parce que le pouvoir n'hésite jamais à manipuler les statistiques. Ensuite parce que, même honnêtement établies, celles-ci exigent une technique d'élaboration extrêmement complexe et qui ne permet finalement de dégager qu'une tendance.

Delors menteur

Décider que les salaires n'augmenteront pas davantage que la hausse officielle des prix revient, à coup sûr, à décréter une amputation du pouvoir d'achat. Certes, la répercussion des augmentations sur le niveau de vie est également très difficile à mesurer, car l'impact de telle ou telle hausse n'est pas le même pour le budget d'un smicard, celui d'un employé ou d'un cadre. Mais quand il affirme que « le pouvoir d'achat sera maintenu à la fin de 83 », Delors ment car, outre les manipulations de statistiques, les « rattrapages » généreusement autorisés interviendront toujours avec du retard, et ce qui aura été perdu pendant des mois le restera définitivement.

Les salariés n'ont pas besoin de calculs savants pour se rendre compte très concrètement des atteintes portées à leur pouvoir d'achat. Depuis des années, par de nombreuses luttes, et surtout dans la foulée de 68, les travailleurs avaient arraché des formules d'indexation, des variantes d'échelle mobile qui limitaient les dégâts, même si les indices servant de référence étaient plus ou moins frelatés, même si les salaires s'essouffaient toujours quelque peu à courir après les prix. Le gouvernement socialo-communiste revient sur cet acquis et le ministre Auroux n'hésite pas à sortir de la poussière une ordonnance de 1959 due à Antoine Pinay, ministre de De Gaulle après avoir été « conseiller national » de Pétain, pour décréter l'illégalité des classes d'indexation ! Ce prétendu « socialiste » ignore-t-il donc que dans toute l'histoire sociale, les droits existent d'abord dans les faits avant d'être légalisés ?... Comme le fait remarquer l'éditorialiste Jean Boissonnat, « même Raymond Barre n'avait pas osé brandir une telle arme ».

Si le gouvernement souhaitait véritablement maintenir le pouvoir d'achat, on ne voit pas en quoi ces formules d'indexation auraient pu l'inquiéter. En vérité, la « lutte contre l'inflation » aura pour résultat — car elle a pour objectif — de réduire sensiblement le niveau de vie des travailleurs, des pensionnés, des retraités, de tous ceux dont la gauche prétendait être le porte-parole et le défenseur. Décidément, celle-là ne sera jamais autre chose que le gérant loyal du capital.

Sébastien BASSON

E.D.F. et lignes très hautes tensions D'HISTOIRE D'UNE LUTTE

REPRENANT le tracé d'une ancienne ligne (200 000 volts), EDF entreprend la construction d'une ligne Très Haute Tension (2 × 400 000 volts) entre le Chaffard et Courange, dans la vallée du Rhône. Les technocrates décident d'aller très vite. En effet, un réseau THT doit être mis en service rapidement pour équilibrer la production électro-nucléaire, avec notre consommation énergétique (1).

C'est ainsi que l'information et l'enquête d'utilité publique passent inaperçues. Et les travaux commencent avant même que le permis de construire soit délivré...

Face à cette pratique, des comités d'opposants (2) se créent, notamment dans la Drôme. Au départ, l'action se concrétise surtout par des manifestations et réunions publiques. Il s'agit d'obtenir l'arrêt momentané des travaux, et la tenue d'un débat contradictoire avec les auteurs du projet. Car des questions se posent : pourquoi EDF construit-elle la ligne rapidement et tient-elle à étouffer cette affaire ? Y aurait-il des dangers et, à ce titre, pourquoi EDF refuse-t-elle la publication du rapport Le Bars (3) ?

Malgré la censure de la presse locale, les réunions ont un impact certain. EDF, craignant alors des actions plus virulentes, passe alors un contrat avec une société lyonnaise de vigiles pour protéger les chantiers en cours. Et effectivement, la passivité des pouvoirs publics, les agissements d'EDF pour obtenir les autorisations de passage (4) et la venue de ces flics privés ne feront qu'exacerber les opposants qui, très vite, vont se radicaliser pour en venir... au sabotage !

C'est alors que le conseil général de la Drôme, à l'unanimité (droite, PS et PC) demande l'arrêt momentané des travaux et l'ouverture d'une concertation. Les politiciens s'agitent ; on sent les élections et quelques voix de plus ne pourront pas faire de mal... Et puis, cela désamorçera peut-être le mécontentement.

En effet, le piège a failli marcher ! Failli, parce que les contestataires ne sont plus tout à fait des moutons. On s'aperçoit très vite que ce n'était qu'une parole en l'air, une promesse... de politicien. On reprend donc le chalumeau, la scie et la pelle...

C'est au tour des syndicats d'EDF d'intervenir. Dans un communiqué commun, (CGT-GNC/CFDT/FO/UNCM-CGC), ceux-ci dénoncent les comités : «... Il faut que les responsables comparaissent devant la justice de notre pays... Les dégâts s'élèvent à près de six millions de francs. Qui va payer ?... Ces lignes ne représentent aucun danger pour la population, contrairement aux affirmations mensongères qu'apportent certains détracteurs... » Et, un beau matin, les flics (les vrais, cette fois) débarquent à

six heures chez huit militants des comités, perquisitionnent et les emmènent au commissariat où ils seront gardés à vue pour la journée. Le même jour, les responsables d'EDF organisent une conférence de presse. *Le Dauphiné libéré*, journal local, titre : « La ligne THT se fera contre vents et marées », et FR3 Rhône-Alpes annonce que les terroristes sont arrêtés. C'est-y pas organisé tout ça ?

En fait, ce n'était qu'une interpellation, suite à une plainte déposée par EDF. Les militants devraient passer en procès sous peu. Une affaire à suivre de très près, surtout que deux escadrons de gendarmerie mobile sont présents le long du tracé (en plus des vigiles).

Le comité a l'intention de laisser faire «... les professionnels du sabotage... », puisque d'après des ouvriers travaillant sur cette ligne : « C'est un travail de professionnels ! »

L'épreuve de force est entamée, et il n'y a pas à se faire d'illusions quant au procès. En effet, on se souvient de la décision du tribunal administratif de Grenoble qui avait donné raison à des opposants, mais après la mise en service de la ligne ; et le Conseil d'Etat vient d'annuler la décision de ce tribunal !

Les anarchistes dénoncent cette mascarade : EDF n'est pas une administration au service des hommes, mais un organisme d'Etat chargé de concrétiser une politique énergétique. Et pour cela tous les moyens sont bons.

Une société nucléaire, c'est une société policière, hautement hiérarchisée et centralisée. Mais une société nucléaire, c'est aussi la conséquence, le résultat de recherches scientifiques détournées (5) de façon à répondre aux besoins et aux normes du système capitaliste (privé ou d'Etat).

En ce sens, une société solaire, ou autre, peut-être aussi dangereuse et avoir les mêmes conséquences qu'une société nucléaire ! On peut affirmer que l'alternative au nucléaire passe par une remise en cause globale, mais profonde, de notre société.

Christian (liaison FA de Romans/Bourg-de-Péage)

(1) En cas de surproduction ou de sous-production.

(2) Regroupant des riverains de la ligne.

(3) Rapport du professeur Le Bars. Des études ont été faites sur l'impact écologique et les réactions humaines et animales sous une ligne THT. Un dossier est diffusé par les comités.

(4) Signature des propriétaires. En cas de refus, EDF a recours à la servitude (utilité publique). En fait, l'avis du propriétaire ne compte pas (à moins d'être riche ou puissant).

(5) Lire les livres d'Henri Laborit : L'Homme imaginaire, La Nouvelle Grille, Essai de biologie politique.

CHARLES Hernu avait annoncé la couleur ; le 11 juillet dernier, ne déclarait-il pas dans *Le Monde* : «... Je suis de ceux qui pensent qu'on ne réformera pas le service national si, en amont, il n'y a pas d'éducation nationale, si, en amont, il n'y a pas une préparation civique et physique des enfants et des jeunes... Il faut arriver à l'armée préparés, et préparés par l'école, le lycée et l'université. Il faut une symbiose avec l'Education nationale... » !

Le 23 septembre 82, cette idée aboutissait à un protocole d'accord Défense/Education nationale, signé à Toulon par Charles Hernu et Alain Savary. Ce jour-là, une salve de dix-neuf coups de canons allait sceller la mise au point d'un texte de coopération visant «... à former de futurs citoyens responsables... » ! Nos deux « camarades-ministres » pouvaient échanger une fructueuse poignée de main !

Avant même d'analyser le pourquoi de ce texte, il est bon, je pense, de relire les passages les plus significatifs, les plus inquiétants aussi, du discours préalable prononcé par Savary, ainsi que du protocole lui-même.

Extrait du discours du ministre de l'Education nationale

«... Cette première collaboration (entre les deux ministères), sur un terrain difficile où le passé n'est pas toujours un acquis, laisse bien augurer de ce qui peut s'ensuivre... pour atteindre le nécessaire changement des mentalités. Le temps n'est plus où l'instruction civique d'abord, l'instruction militaire ensuite, pouvaient répondre aux besoins en la matière. Elle ne peut résulter aujourd'hui (entendre l'instruction civique ne peut...) que d'une démarche éducative globale dont l'Education nationale peut être le principal acteur, mais certainement pas le seul. La collaboration Défense/Education nationale ne peut se limiter de ce fait à un problème d'enseignement. L'ouverture de l'école, c'est aussi l'ouverture sur les problèmes et les réalités de la défense... »

Extrait du protocole d'accord

«... La notion de sécurité est indissociable en France de l'existence d'une communauté nationale façonnée par l'histoire, animée d'un véritable esprit de défense, attachée à la sauvegarde de la paix et aux relations d'amitié entre les peuples... L'éducation est un acte global qui n'est pas réductible aux activités scolaires, l'esprit de défense est une attitude civique qui n'est pas limitée aux activités mili-

itaires. Des relations doivent nécessairement s'établir entre les partenaires de l'acte éducatif et ceux de la défense. La création d'une commission Défense/Education nationale constitue une première démarche dans ce sens. Dans cet esprit, les moyens de diffuser une information réciproque sur la Défense et l'Education nationale par des documents écrits ou audio-visuels seront recherchés. Les actions permettant aux élèves, dans le cadre des activités éducatives, d'obtenir une information directe, dans les unités, sur la vie des armées, ou d'entrer en contact avec des

riat », mais le premier pas est fait... » ;

2) cette commission créée devra se pencher sur le contenu antimilitariste (?) de certains livres scolaires. Le ministère de l'Education nationale, principal acheteur des livres scolaires jusqu'à la classe de 3^e, dispose ainsi du meilleur moyen de pression pour imposer aux auteurs et éditeurs le respect de « l'esprit civique » évoqué par ce protocole !

La question se pose donc : pourquoi le gouvernement a-t-il mis tant d'empressement à faire paraître ce texte ? Les réponses sont, à mon avis, de deux or-

Mais les raisons ne sont pas que circonstancielles, et nous n'oublions pas, pour notre part, que la gauche a toujours été militariste (tout comme le sera toujours tout Etat), les termes de ce protocole ne sont en fait que la reprise des idées énoncées par Jaurès dans *L'Armée nouvelle* (livre dont se revendique d'ailleurs Hernu) !

Quand on saura qu'en quatre mois le gouvernement Mitterrand a vendu presque autant d'armes que le gouvernement Giscard en un an ; que le gouvernement socialo-communiste envisage une refonte du service national qui per-

sombre dans la militarisation de tous les instants, de tous les espaces !

Face à cela, les réactions se sont faites rares ; seuls quelques groupes antimilitaristes, comités locaux FCPE, quelques délégations régionales des FOL (1)... ont exprimé leurs inquiétudes. La FEN, elle, qui avait été consultée, s'est déclarée favorable à cet accord ministériel, à condition qu'il se situe dans une rénovation de l'armée (dis, c'est quoi une armée rénovée ?) ! Elle déclare notamment : «... Si les jeunes gens admettent sans difficulté la discipline et les contraintes inhérentes aux exercices militaires proprement dits, ils supportent de plus en plus difficilement l'autoritarisme arbitraire... ». Allez demander leur avis aux compagnons déserteurs ou insoumis incarcérés !

La FEN continue donc à n'être qu'une simple courroie de transmission du pouvoir politique, se contentant de faire écho aux décisions gouvernementales. Mais au fond, quoi d'étonnant, la FEN n'appartient-elle pas à la commission armée-jeunesse ?

Ce nouveau pas vers la militarisation, vers l'embrigadement de la jeunesse, cet âge le plus malléable ne manque pourtant pas d'inquiéter ! Car, ne l'oublions pas, les tentacules de cette armée de plus en plus omniprésente se referment toujours sur les travailleurs en lutte ! Dans l'histoire, passée et présente, les exemples sont déjà trop nombreux.

Il appartient à nous tous de faire reculer ce nouveau pas vers l'inacceptable. A nous, enseignants, de refuser que l'armée intervienne à l'intérieur des écoles, à développer aussi une pédagogie de la paix, à sensibiliser surtout nos camarades syndiqués sur les dangers que représente ce protocole. A l'intérieur de la FEN, seule l'Ecole émancipée (tendance syndicaliste révolutionnaire), fidèle à la longue tradition antimilitariste du syndicalisme ouvrier, développe des actions de résistance à la militarisation de l'école. Les enseignants libertaires participent pleinement à ce combat, s'attachant de plus à dévoiler les causes profondes de tout militarisme (brun, rouge ou rose...).

Mais cette résistance ne saurait être le fait des seuls enseignants, c'est en fait tout le devenir de notre société qui est en jeu, ce sont donc l'ensemble des travailleurs qui doivent se mobiliser.

Même sous un gouvernement socialiste, le combat pour la paix est un combat de tous les jours !

Jean-Michel
(liaison de Noyon)

(1) FCPE : Fédération des conseils de parents d'élèves (ex-Cornec). FOL : Fédération des œuvres laïques.

Comment fabriquer des citoyens-soldats ?



militaires du contingent ou d'active, seront développées. Les deux ministères développeront leur collaboration dans le domaine des activités physiques et sportives. Pour atteindre ces objectifs, ils demandent aux personnels éducatifs et aux cadres militaires leur concours et leur appui. »

Les premières conséquences de cette coopération seront : 1) l'envoi d'ici la fin de l'année et pour 1983 de délégations des trois armées à l'intérieur des écoles à l'intention des élèves d'écoles normales, des enseignants et des proviseurs (bien sûr, ce protocole prévoit ces actions uniquement « sur la base du volonta-

dres : tout d'abord, nous ne répéterons jamais assez combien le politique n'est, la plupart du temps, qu'une conséquence de la situation économique et sociale. Ainsi, les travailleurs n'accepteront réellement de se serrer la ceinture que le jour où ils oublieront leurs intérêts de classe pour un prétendu intérêt général. Voilà ce vers quoi tend la nouvelle politique de défense du gouvernement : «... la notion de sécurité est indissociable, en France, de l'existence d'une communauté nationale façonnée par l'histoire, animée d'un véritable esprit de défense... », contre l'ennemi éventuel bien sûr, mais aussi face à la crise !

mettra de l'étendre aux femmes, d'augmenter les périodes de réserves et d'avancer d'un an la date d'incorporation des jeunes appelés ; que le bienvenu terrorisme international permettra d'augmenter considérablement les effectifs et moyens de la gendarmerie et de mettre en service un nouveau fichier anti-terroriste fort de 60 000 noms (chiffres officiels) ; que Mitterrand avait pour projet de réhabiliter les anciens dirigeants de l'OAS (texte finalement repoussé par les députés, mais verra-t-on prochainement Salland, Massu et autres tortionnaires enseigner l'instruction civique dans nos écoles ?) : on s'apercevra que la France rose



ANIMATION ET ACTION CULTURELLE

LE SOCIO-CULTUREL DANS L'ENTREPRISE

Le travail est souvent exclu du champ culturel. Premièrement, l'idée de démocratisation culturelle sous-entend une culture unique. Il s'agit d'apporter un savoir en dehors de toute vie sociale. D'autre part, les animateurs préfèrent abandonner le temps de travail au profit du temps de loisir, considéré comme libre et non intégré au capitalisme. Enfin, le travail est perçu aujourd'hui comme quelque chose de déculturé par la parcellisation des tâches.

Personnellement, je ne pense pas que ces trois raisons puissent atteindre un militant anarchiste. Tout d'abord, il n'est pas question pour les libertaires de faire (uniquement) de la démocratisation culturelle. Leur projet d'animation s'inscrit dans une reconquête culturelle de la vie quotidienne et de tous ses aspects socio-économiques. Deuxièmement, je ne crois pas que le temps de loisir soit un terrain privilégié à l'action culturelle ; il est intégré au capitalisme tout autant que le temps de travail. Enfin, il est vrai que la culture ouvrière reposait jadis sur la connaissance globale d'un métier et que la parcellisation des tâches a déculturé le travail. Toutefois, face à cette situation, le mouvement ouvrier oppose ses revendications. Non seulement il remet en cause les techniques de production, mais aussi la finalité de cette production. Bref, au problème du combien (les salaires), viennent s'ajouter le comment et le pourquoi. Être maître de son travail, c'est bien d'une affirmation culturelle dont il s'agit ici !

C'est le comité d'entreprise qui a la charge du socio-culturel au sein d'une entreprise : colonies de vacances, tourisme social, sports, clubs de loisirs, bibliothèque, expositions, spectacles, éducation permanente. Mais très vite, le CE apparaît difficilement comme une institution pouvant permettre un travail important. Créés pour formaliser la collaboration de classes, les comités d'entreprises sont restés aujourd'hui des structures de cogestion sans pouvoir réel. D'autre part, pour de nombreux CE, la culture est un mélange de patrimoine national et de culture de masse. Pas un mot des classes populaires, de leurs pratiques, de leur histoire, de leurs représentations culturelles. Le Centre confédéral d'éducation ouvrière (CGT) va jusqu'à mettre en garde contre ceux « qui tentent d'introduire l'autogestion dans la culture ».

Il apparaît donc qu'une politique culturelle de subversion soit difficile sur le terrain de l'entreprise : intégration du mouvement ouvrier aux valeurs dominantes, tendances syndicalistes à la cogestion, industrie culturelle à usage commercial.

Mais ne soyons pas trop pessimistes. La diffusion culturelle est freinée par l'émergence de nouvelles cultures spécifiques. Des groupes sociaux dominés se réveillent, retrouvent leur identité. Et il n'est pas interdit de penser qu'ils retourneront un jour aux sources du mouvement ouvrier, et notamment qu'ils prendront exemple sur les Bourses du travail, véritables foyers culturels, riches de leur diversité et de la confrontation d'idées qu'ils connaissaient.

Le mouvement ouvrier peut reconstruire un réseau d'activités sociales et culturelles où s'exprimeraient et émergeraient pratiques et valeurs spécifiques.

Bien sûr, les CE ne peuvent pas être totalement comparés aux Bourses du travail. Celles-ci étaient, en effet, aux mains de la classe ouvrière et dirigées en son nom propre ; sans interférences patronales. Toutefois, ce sont les limites des CE qui, justement, peuvent permettre une prise de conscience, montrer la nécessité pour la classe ouvrière de s'auto-organiser au sein de structures autonomes, dans une perspective globale et révolutionnaire.

ANIMATION ET LUTTES URBAINES

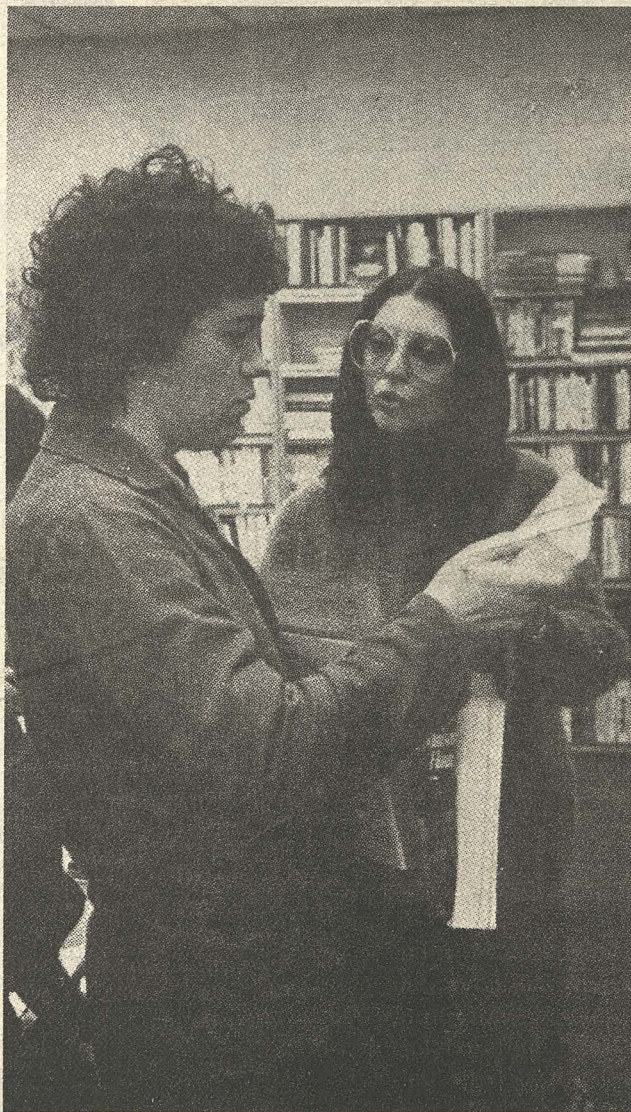
Les quartiers ouvriers du XIX^e siècle ont connu une vie sociale très importante. On pouvait y observer de nombreux réseaux de relations favorisés par la conception architecturale, la stabilité de la population et la solidarité de classe, due à la pratique de la même profession (cf. les corons de mineurs ou de sidérurgistes).

Aujourd'hui, ces trois conditions ont disparu. Les quartiers HLM sont à la fois des « cages à lapins », des lieux de passage et des regroupements interprofessionnels. Leur création correspond en effet au dé-

veloppement de la spéculation immobilière et de la mobilité de l'emploi, lui-même lié au développement de la consommation de masse.

Ce dernier point a une importance toute particulière, car c'est pour permettre le développement harmonieux de cette consommation de masse qu'ont été uniformisés et individualisés les comportements sociaux. C'est aussi grâce à elle qu'a été créée la profession d'animateur. En effet, la pauvreté du tissu social mis en place, s'il favorisait bien la consommation de masse, créait parallèlement des phénomènes d'associabilité, de révolte et d'inadaptation. Il fallait donc introduire un peu de vie et de cohésion dans les quartiers. Pour cela, on fit appel au mythe de la communauté villageoise. Le centre social devint la maison pour tous, équivalence de la maison de Dieu. L'animateur devint le curé, le pôle autour duquel les gens se rassemblent et communiquent.

En fait, la politique menée autour de l'idéalisation du quartier est un échec. Les habitants attendent avec



impatience la fin de la semaine pour s'enfuir du quartier. Les activités culturelles des équipements sont délaissées au profit de services sociaux qu'ils peuvent rendre de temps en temps. Le soi-disant besoin d'animation exprime en fait la volonté des notables du quartier d'organiser la vie sociale d'une certaine manière, et non les besoins de la population elle-même.

Aujourd'hui, les travailleurs sociaux ne suffisant plus à encadrer la population, on fait appel à l'armée et aux flics, pour lutter notamment contre la délinquance juvénile en milieu urbain. La circulaire de Nicole Questiaux est sans équivoque. Parallèlement à l'ilotage, vont se mettre en place des cellules de prévention rapprochée avec lesquelles l'armée pourra collaborer prochainement.

Face à cette situation, une animation autogérée à finalité révolutionnaire doit se mettre en place au sein des zones urbaines. L'auto-organisation dont fait preuve le peuple dans certains quartiers de Belfast en Irlande est un bon exemple ; le réseau de télévision locale et communautaire de Tournai en Belgique en est un autre. En France, des expériences menées par l'APU (Atelier populaire d'urbanisme) tentent de faire participer la population à la construction de son habitat.

Il s'agirait, dans cette optique, de développer une animation partant d'en bas, une prise en charge par les intéressés eux-mêmes de chaque problème social concret. Cette vie sociale autogérée pourrait s'organiser à partir de groupes affinitaires de base faisant partie de l'unité de voisinage. L'animateur ne serait plus agent d'intégration, mais « conscience organisatrice ». L'objectif serait la reconquête de la vie quotidienne, l'organisation de nouveaux rapports socio-économiques. Une animation urbaine de ce type se joindrait au mouvement alternatif, au mouvement syndical. Elle permettrait aux travailleurs de retrouver intégralement leur culture de classe. Par la création de réseaux d'équipements, par l'usage collectif et la gestion commune, elle satisferait les besoins de tous et de chacun. Les réseaux, constitués de petites cellules autonomes, pourraient s'articuler les uns par rapport aux autres, s'étendre dans un système fédéraliste au sein du quartier, de la commune, jusqu'à la campagne.

Une telle fédération de coopératives, d'organismes de lutte, de communautés, de groupes de consommation, d'associations culturelles, permettrait de construire une contre-société sur des bases solides : économiques, politiques et socio-culturelles.

Toute proportion gardée, l'expérience menée à l'Alma-Gare (un quartier défavorisé de Roubaix) se rapproche assez de ce type d'animation urbaine. Deux SCOP fonctionnent en effet dans ce quartier : une imprimerie et un restaurant (but à la fois social et commercial). Un atelier d'initiation à la pâtisserie est ouvert tous les mercredis pour les enfants, ainsi qu'un atelier mécanique-auto pour les plus vieux. L'objectif, plus ou moins clairement exprimé, est de déboucher sur une économie parallèle. Dans cet ordre d'idée, un terrain dont la production serait vendue au restaurant associatif, pourrait être acheté aux environs de Roubaix et cultivé par les adolescents du quartier ; mais ce n'est encore qu'un projet.

Quant à la délinquance juvénile en milieu urbain, elle nous pose bien souvent des problèmes, à nous anarchistes. Prenons le cas, par exemple, d'un jeune loubard qui vient de cambrioler une épicerie. Quelle attitude avoir ?

- il y a celle qui consiste à faire semblant de ne rien voir : « Moi, je suis là pour aider. » Jusqu'au jour où le jeune quitte le centre social entre deux policiers. A ce moment, il peut vainement chercher où s'est planqué celui qui devait l'aider ;
- ensuite, il y a celle qui consiste à dire : « Ce n'est pas bien ce que tu fais là. » Bref, la morale, l'intégration, le renforcement des valeurs bourgeoises : propriété privée et compagnie ;
- enfin, il y a celle de la complicité implicite ou déclarée. L'argent provient probablement d'un vol, mais l'animateur dit « OK ». Cette dernière attitude est bien sûr la plus séduisante pour tous les travailleurs sociaux qui refusent d'endosser l'uniforme de flic. Mais, en toute honnêteté, quand on entame ce genre de relations, on va jusqu'au bout, on va en prison avec le gars...

L'animateur anarchiste est souvent proche des jeunes, car leurs actes sont en réaction à des phénomènes sociaux et économiques existants, et en cela représentent pour nous, révolutionnaires, une certaine remise en cause de la société. Mais ce chemin conduit souvent à Los Angeles ou à la mort ; d'une manière plus quotidienne, à une diminution extraordinaire des possibilités d'entrer en relation avec d'autres.

Un garçon de treize ans, d'origine maghrébine, à qui un animateur demandait pourquoi il cherchait à toute occasion de « zdamer » (voler), a répondu : « C'est une raison de plus pour vivre. »

Ainsi, comprendre les situations et les causes d'un acte est fondamental si l'on ne veut pas en rester à une attitude réactionnaire de travailleur social borné par la bonne marche de ses activités (attention au rendement, à la rentabilité) et la bonne éducation. Faire s'exprimer les jeunes sur leurs actes par différents moyens d'expression ; renvoyer au maximum et publiquement cette expression à la société, au pouvoir, telle me semble être la condition *sine qua non* à toute action de prévention.

Eric DUSSART
(groupe de Lille)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

ÉLECTIONS COMMUNALES EN BELGIQUE

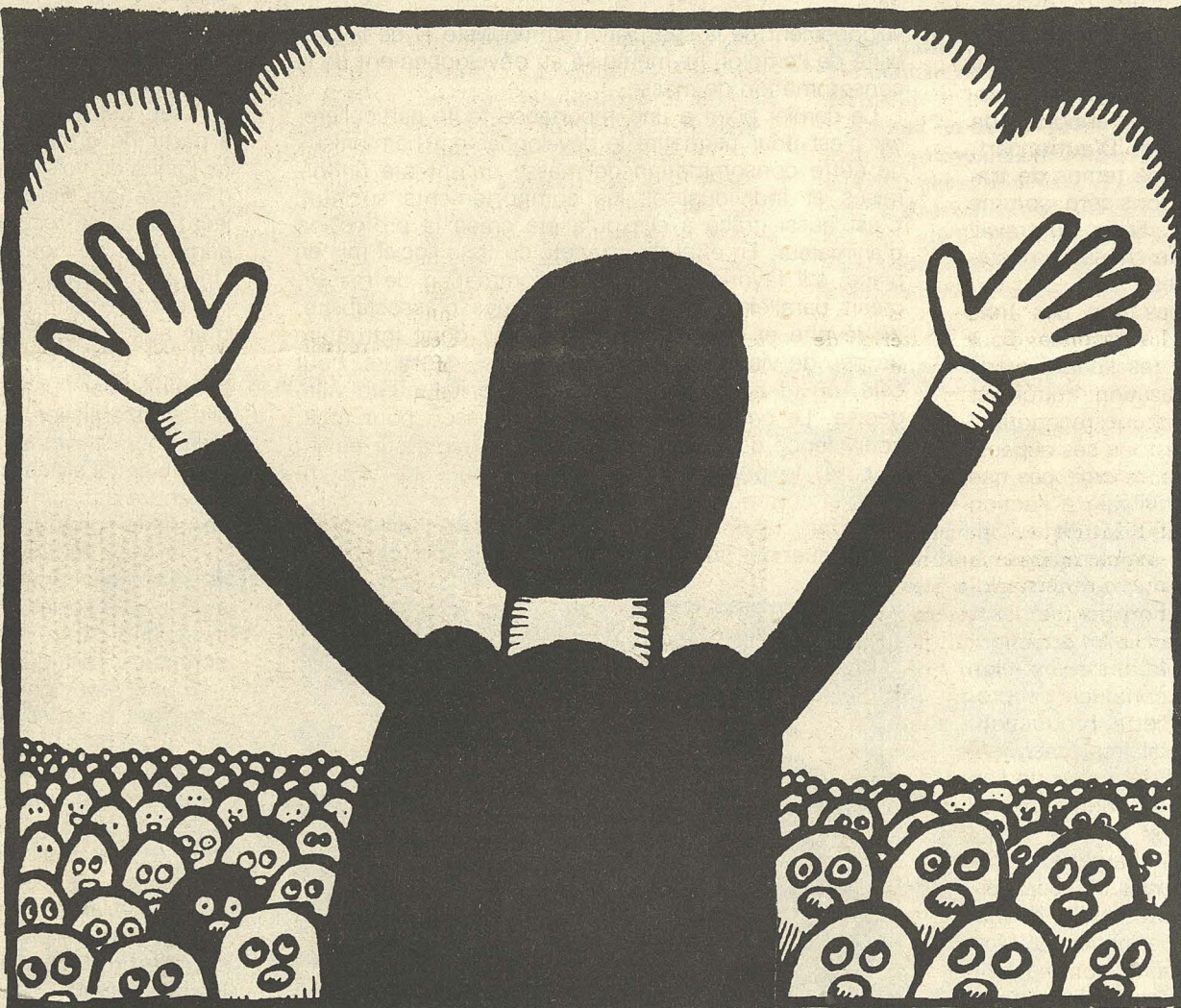
AINSI, donc, ce 10 octobre, le citoyen belge vient de remplir son devoir électoral en désignant les conseillers communaux qui feront son bonheur pendant six ans !

Ce qui surprend tout d'abord quand on entend les réactions des dirigeants nationaux des différents grands partis, c'est qu'ils sont tous satisfaits par leurs résultats. Pourtant, il y a eu des déplacements de voix, il y a de nouvelles listes électorales qui percent. Mais il faut reconnaître qu'en matière de résultats électoraux, tout est relatif, tout réside dans l'art d'interpréter ou de manipuler les chiffres. Et dans cet art, les politiciens sont des maîtres.

Quant à ces fameux résultats, il faut bien faire quelques constatations. Si l'on procède par régions, que voit-on ?

En Wallonie, le PS se maintient à son niveau de 1976 (38% des électeurs). Le PRL — Parti libéral — progresse et le PSC — Parti social chrétien — recule. De plus, les écolos font une percée remarquable en récoltant entre 5% et 10% des voix là où ils se présentaient.

C'est à Liège que les choses seraient les plus intéressantes à suivre, vu que les écolos, avec leurs six sièges, sont les arbitres entre le cartel de gauche (23 sièges) et le cartel de droite (21 sièges), sur les 51 à pourvoir. D'ores et déjà, le cartel de gauche négocie avec les écolos pour former une majorité. Le tout est de savoir si les écolos resteront fidèles à leurs principes et aux conditions qu'ils ont émises pour participer au pouvoir communal, c'est-à-dire l'instauration de comités de quartier, le recours au référendum d'initiative populaire, la dissolution des intercommunales (sociétés mixtes qui assurent certains services : l'eau, le gaz, l'électricité, etc.). La chose se



corse quand on sait que la commune de Liège est intéressée dans les centrales nucléaires de Tihange. Aurons-nous bientôt un écologiste au conseil d'administration des centrales nucléaires ?

Ce qui va se passer à Liège constitue un test pour les écolos. Vont-ils faire le pas qui les sépare du pouvoir ? A quel prix ? C'est, je pense, une première mondiale qui se joue à Liège et elle est d'importance. Ce qui se passera là-bas ne manquera pas d'influencer ce courant dans les autres pays européens. Pour les libertaires, ce ne sera pas sans signification non plus

vu que les écolos prétendent vouloir établir un régime autogestionnaire, de démocratie directe, en faisant le détour par les élections communales et parlementaires. Les voir effectivement à l'œuvre au sein d'un collège échevinal et d'une grande ville comme Liège ne manquera pas d'intérêt.

Evidemment, il se peut que l'un des deux cartels éclate et qu'on assiste à la constitution d'une majorité classique. Nous raterions un événement historique, reconnaissons-le !

A côté de cet événement, les heurts et malheurs du FDF (Parti francophone) à Bruxelles pa-

raissent bien pâles. Ce parti demeure d'ailleurs le plus important dans les dix-neuf communes de Bruxelles. A remarquer quand même le cas de la commune de Schaerbeek où le bourgmestre sortant, Nols, fait un tabac, remportant 30 sièges sur les 47 à pourvoir. Tout l'intérêt de ce résultat réside dans le fait que Roger Nols est sans doute le bourgmestre le plus raciste du pays et que sa commune abrite une importante population d'immigrés. Encore six années de plaisir pour ceux-là !

A Bruxelles-ville, nous assistons à l'éclosion d'une des plus belles magouilles de ces derni-

res années. Le bourgmestre sortant, Pierre Van Halteren (PRL), perd son écharpe au profit de Paul Van Den Boeynants, VDB pour les intimes ! cela à cause d'une coalition PSC-FDF-PS. Le plus beau de l'histoire, c'est que la tête de liste PS, Hervé Brouhon, prendra la fonction de bourgmestre pour céder la place à VDB quand celui-ci sera acquitté dans une sombre affaire de pots de vins et de fraude fiscale. Personne ne doute de l'acquittement, même pas le procureur, je parie. Qu'en pensent les électeurs socialistes de Bruxelles ? Bah ! on leur demandera leur avis dans six ans. Nous vivons en démocratie, non ?

Signalons aussi que les écolos font leur apparition dans les conseils communaux bruxellois, mais ne participeront pas aux collèges échevinaux. Ce qui n'est pas le cas de l'UDRT (Union démocrate pour le respect du travail. Tout un programme !), un petit parti de boutiquiers qui creuse son trou dans le fromage. Enfin, en général, les libéraux progressent à Bruxelles et les socialistes stagnent.

En Flandre, le CUP (Parti social chrétien, celui de Léo Tindemans) est en recul, mais demeure de loin le parti le plus puissant. Ce sont ces alliés libéraux qui en profitent en général. Le SP (Parti socialiste flamand) progresse et les écolos font une percée, surtout à Anvers et à Louvain, mais ce n'est pas comparable à ce qui s'est passé en Wallonie.

De tout ceci, les socialistes tirent la conclusion que les électeurs ont désavoué le gouvernement (chrétien-libéraux). Les sociaux-chrétiens et les libéraux en retirent en revanche que les électeurs ont approuvé l'action du gouvernement. Comme quoi la politique est une bien belle science !

J.M.

Pologne AFFAIRE NOËL

DE retour de Varsovie, ce vendredi 8 octobre, la famille de Roger Noël et le Comité de soutien font le point sur la situation de Babar.

Le 6 octobre, l'instruction a été prolongée d'un mois. Motif ou prétexte : il manque encore des expertises concernant l'émetteur. La loi martiale prévoit que l'instruction dure trois mois ; elle aurait donc dû se terminer ce 6 octobre.

Les expertises techniques seront terminées normalement au plus tard le 15 octobre, le dossier sera alors transféré devant les juridictions militaires d'exception qui ont cinq jours pour fixer la date du procès. Selon les évaluations de l'avocat, celui-ci aura lieu vers la fin du mois d'octobre, début novembre.

Si Babar est condamné à trois ans ferme (il n'y a pas de sursis prévu dans la loi martiale), la peine de prison peut-être convertie en amende (environ un millions de francs belges). S'il est condamné à plus de trois ans, cette procédure n'est plus applicable et il nous faudrait obtenir une grâce exceptionnelle du gouvernement polonais, ce qui risque de prendre encore du temps et de coûter plus cher.

En attendant que soit fixée la date de ce procès qui, aujourd'hui, nous paraît inévitable, l'avocat vient de faire appel au refus de la quatrième demande de libération provisoire sous caution. Nous serons donc définitivement fixés dans les prochains jours à ce propos. Son frère, sa compagne et un ami ont pu voir Babar le lundi 4 octobre, pendant deux heures, sans interprète ni militaire. Son état moral est bon ; il s'habitue à sa détention et garde espoir qu'elle finisse bientôt. Par contre, physiquement, son état continue de se détériorer : la nourriture, le manque d'espace, la promiscuité à quatre dans une cellule de trois mètres sur quatre, l'inactivité et l'immobilité y sont pour beaucoup.

Les délits retenus contre Roger Noël sont :
- transport d'émetteur illégal (art. 287, Code pénal) ;
- propagation de fausses nouvelles (art. 48, décret 80 de l'état de guerre du 12 décembre 1981).

Groupe du « 22 mars », Bruxelles

POLOGNE
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

**LIBÉRONS
ROGER NOËL**

A Varsovie, dans la nuit du 5 au 6 juillet 1982, l'anarchiste Roger NOËL a été arrêté, au moment où il remettait un émetteur à des membres de Radio Solidarność.

**CONTRE LA DICTATURE MARXISTE
ET L'ALIÉNATION DE L'ÉGLISE
.POUR UNE SOCIÉTÉ LIBRE
SANS CLASSE, NI ÉTAT.**

La bibliothèque de prêt gratuit à Karlsruhe

— **Question** : Qui êtes-vous et comment avez-vous eu l'idée de cette bibliothèque de prêts gratuits ?

— **Doris** : L'idée nous est venue il y a deux ans environ. Wonni et moi avons d'abord créé un groupe anarchiste sur Karlsruhe. C'est une idée de nous deux. Mais cela ne nous satisfaisait pas de distribuer uniquement des tracts ou de tenir des tables de presse. L'idée d'une bibliothèque de ce type nous semblait intéressante. La motivation a été, d'une part, l'existence des éditions Laubfrosch dont nous distribuons les livres. D'autre part, nous nous sommes rendus compte, aux tables de presse, que les gens s'intéressaient à nos livres, mais les trouvaient trop chers. Si vous voulez un bon livre, il faut payer entre 22 et 25 DM (65 à 70 F). Nous pensions qu'il était dommage de ne pas pouvoir communiquer nos idées, nos propositions autrement que par la vente des livres. C'est là que nous avons eu l'idée de la bibliothèque. Il fallait ensuite trouver les locaux. Au début, nous étions une dizaine de personnes. Ça a marché pendant un an et demi, et maintenant nous ne sommes plus que deux. Le groupe s'est dissout car il n'y avait pas de travail pratique. Nos réunions ne consistaient qu'à ruminer la théorie ou quelques thèmes d'actualité. Par la suite, nous nous sommes mis d'accord avec l'imprimerie coopérative avec laquelle nous partageons les locaux. C'est aussi un collectif anarchiste. Nous avons cherché des locaux ensemble.

Puis nous avons constitué le fond de la bibliothèque en envoyant des lettres à toutes les maisons d'éditions (libertaires, gauchistes, bourgeoises) en nous demandant de nous faire don de livres. Les éditions libertaires nous ont fait parvenir un assortiment complet. Les gauchistes, un ou deux volumes et les bourgeois, rien. A Karlsruhe, nous avons fait de la publicité avec des tracts, des annonces dans les

journaux. Et bien sûr nous avons utilisé le journal *Aktion* fait par les groupes de Karlsruhe et de Francfort. Nous avons demandé à d'autres journaux de nous faire des échanges d'abonnement pour la bibliothèque, mais cela n'aurait pas marché sans *Aktion*.

Bien entendu, le problème crucial est le financement. Le local réservé à la bibliothèque coûte 400 DM (environ 1 200 F) uniquement en loyer. Nous avons acheté les rayonnages, le matériel de bureau et mise en fiche. Tout cela est à la charge de deux personnes uniquement. Aussi avons-nous une discussion en ce moment pour savoir si nous ferons participer les usagers de la bibliothèque, moyennant une somme modique ou si nous continuerons de faire le prêt gratuit. En principe, ça restera gratuit ; mais les gens ne sont pas enclins à donner d'eux-mêmes. Nous avons une caisse de souscription, mais ça ne donne rien. Alors, on réfléchit aux cotisations.

Un autre problème auquel nous sommes confrontés est la censure interne à la bibliothèque. Au début, nous acceptions tous les genres de littérature (mysogine, gauchiste, fasciste, anarchiste, marxiste, chrétienne...). Il y a eu des discussions à n'en plus finir. Il ne faut pas oublier que la bibliothèque est un projet anarchiste qui nous servira à diffuser l'anarchisme. Mais il y a aussi la question de la liberté d'opinion. De toute manière, le problème est en partie résolu par le manque de place. Nous voulons disposer ici de bons livres sur l'anarchisme et nous sommes donc obligés de faire un choix. Mais la discussion reste ouverte. Notre but, à long terme, est de réunir dans ces locaux la littérature anarchiste allemande et étrangère. Nous avons réussi aux trois quarts.

— **Q.** : Quelle est la fréquence des visites ?

— **D.** : Pour le moment, c'est clairsemé. La bibliothèque n'existe que depuis six mois. D'autre part, nous n'avons personnellement pas eu le temps de faire une publicité adéquate. On ne peut encore se prononcer sur l'échec ou la réussite. Bien sûr, nous pourrions faire plus : imprimer des affiches, distribuer des tracts dans les bistros, les lieux publics, les gares. Mais ça ne marche pas par manque de personnes impliquées.

— **Q.** : En fait, la bibliothèque est en quelque sorte le point de rencontre des anarchistes de Karlsruhe ?

— **D.** : C'est bien là le problème. A Karlsruhe, il n'existe pas de groupe solide. L'imprimerie est animée par des anarchistes, mais ils ne font qu'imprimer. Les autres individus à tendances libertaires sont noyés dans les mouvements écologistes, pacifistes, antimilitaristes, dans les comités Solidarność, chez les squatteurs. Nous pensons que la bibliothèque devrait inciter ces gens à faire des actions en tant qu'anarchistes.

— **Q.** : Envisagez-vous d'agrandir cette bibliothèque ?

— **D.** : Les gens doivent présenter une carte d'identité. Nous notons leur nom et adresse et

nous leur donnons une carte numérotée. Ils louent les livres avec ce numéro. Les adresses des usagers sont mises en lieu sûr au cas où il y aurait une perquisition dans la bibliothèque. Nous notons uniquement le numéro avec le titre du livre prêté. Quand on nous ramène les livres — et de ce côté-là, nous n'avons jamais eu de problèmes — on jette le numéro. C'est le moyen pour éviter de fichier une personne selon ses lectures, comme c'est le cas dans les bibliothèques officielles où il existe une liste noire de certains ouvrages.

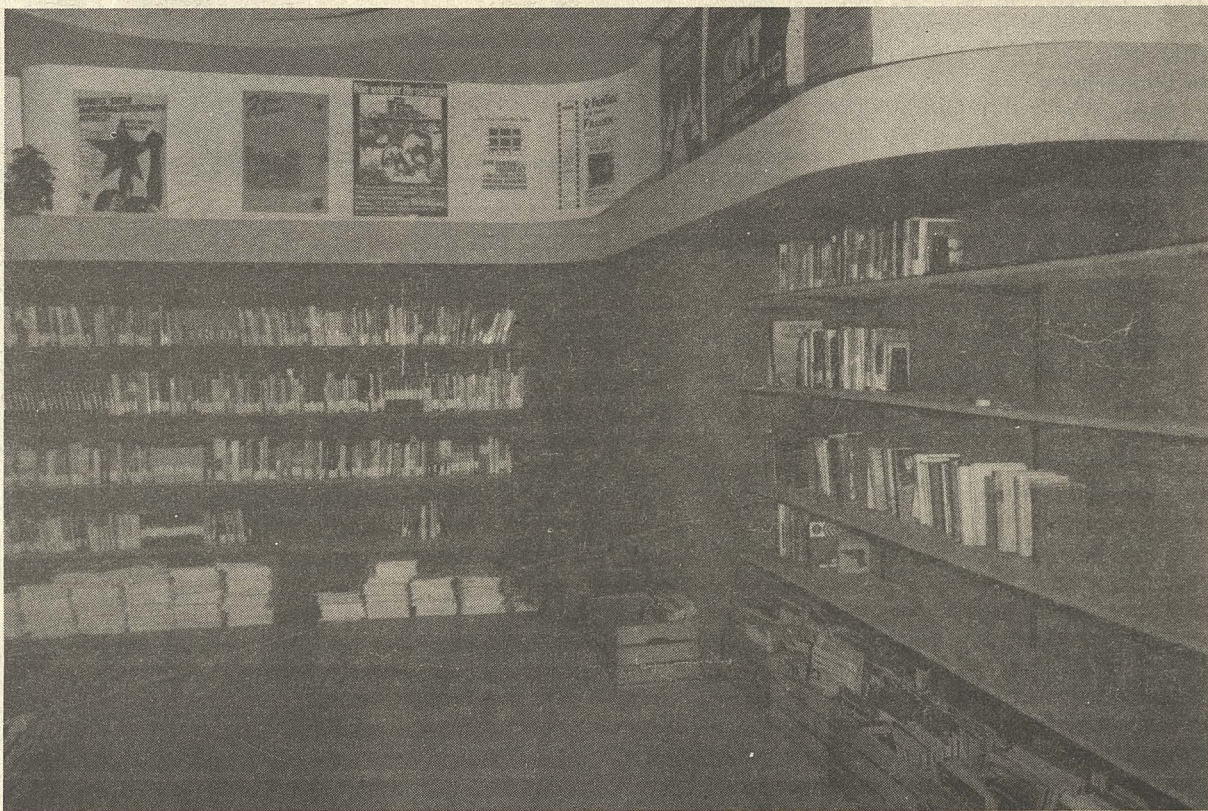
La bibliothèque est ouverte le soir. Nous touchons aussi les

marché, non pas gratuit car il aurait fini dans les poubelles, mais de faible prix pour être sûrs que les gens qui l'achètent le lisent aussi. C'était une feuille volante. Nous avons ensuite fait le journal en format A 4. Il a fallu trouver les fonds pour le faire imprimer, car nous n'avons rien. A quelques-uns, nous avons mis de l'argent en commun pour payer les frais d'impression. Pour le moment, la vente du journal réussit à couvrir ces frais. Bien entendu, il faut ajouter les dépenses en lettraset, matériel de bureau, rubans machines, le loyer du local pour le journal à

rations anarchistes Rhin-Main), car nous sentions la nécessité de nous connaître, de nous regrouper, de discuter et de faire un travail effectif ensemble.

— **K.** : En fait, c'est la neuvième rencontre de ces groupes. Je vois cette initiative comme une union de groupes ayant déjà ponctuellement travaillé ensemble. L'idée n'est pas récente. Mais la nouveauté, c'est la volonté des gens de faire un travail suivi, de s'investir en tant qu'anarchistes à part entière.

— **Q.** : Je pense que les différents groupes et individus de



gens qui travaillent et qui ne peuvent pas fréquenter les bibliothèques officielles. Celles-là sont réservées à une élite et ferment tôt. La bibliothèque est aussi un lieu de rencontre dans lequel viennent les différents groupes. Nous insistons sur la nécessité de communication.

— **Q.** : Quelles sont les perspectives pour la bibliothèque et même le journal ?

— **Kersten** : En fait, il s'agit de deux projets bien distincts si les gens qui sont impliqués dans la bibliothèque participent également au journal. Certes, la plupart des journaux qui arrivent à la bibliothèque viennent d'un échange d'abonnement gratuit. Si la bibliothèque avait simplement demandé des envois de journaux, elle n'aurait rien eu. Alors, nous envoyons *Aktion* et en échange nous recevons les journaux.

— **Q.** : J'aurais voulu savoir ce que représente *Aktion* pour les groupes anarchistes de la région Rhin-Main ? Est-ce leur organe ?

— **Kersten** : C'est avant tout l'organe du comité de rédaction composé de personnes réparties sur Francfort et Karlsruhe. Mais il y a des gens qui nous aident à Hanau et dans d'autres villes. Ils font des traductions, vendent le journal. Sans eux, nous ne pourrions pas faire *Aktion*. Il y a une bonne trentaine de personnes qui sont impliquées.

— **Q.** : Quelle est la perte par numéro ?

— **K.** : *Aktion* paraît tous les deux mois. Au début, nous voulions faire un journal très bon

Francfort, les frais de distribution, etc.

— **D.** : A travers le contenu de *Aktion*, nous voulons d'une part donner aux gens l'information qu'ils ne peuvent pas trouver ailleurs, mais aussi leur dire ce qu'est l'anarchisme.

— **Q.** : Quels sont vos rapports avec les autres groupes et journaux qui existent en RFA ?

— **K.** : Uniquement par lettres. Il arrive cependant que nous collaborions avec *Direkte Aktion* (échanges d'articles). C'est très épisodique. Il existe en fait très peu de journaux anarchistes en RFA : *Direkte Aktion*, *Schwarzer Faden*, *Trafik*, *Die Freie Gesellschaft*, *Aktion* et peut-être *Graswurzelrevolution*. Peut-être arriverons-nous à répartir le travail entre ces différents journaux. A l'exception de *Direkte Aktion* qui est déjà la voix des anarcho-syndicalistes. Un journal pourrait s'occuper d'un domaine précis et redistribuer l'information pour toucher un maximum de personnes. On pensait à une agence de presse libertaire. On manque de gens qui connaissent suffisamment une langue étrangère, car souvent nous ne pouvons pas donner de suite aux informations qui nous parviennent en français par exemple, car personne ne les comprend.

— **Q.** : La prochaine rencontre à Essen pourrait être le point de départ de ce réseau d'information libertaire ?

— **D.** : Oui, bien sûr. C'est dans ce sens-là que nous avons créé la FAI (Initiative des fédé-

tendance anarchiste auraient intérêt à créer une organisation en RFA.

— **D.** : Nous le voulons tous et nous espérons bien y arriver. Le problème, c'est qu'il n'y a jamais eu d'organisation anarchiste en RFA. Le « potentiel anarchiste » existe, mais les individus sont éparpillés dans tout le pays. Certains ne savent même pas qu'ils sont anarchistes. Ils font partie de toutes sortes de groupes, de comités, de collectifs, on les trouve chez les Verts (die Grünen : parti écologiste).

— **Q.** : Avez-vous déjà pris position en tant que groupe anarchiste ?

— **D.** : C'est justement le point critique du mouvement anarchiste allemand. Politiquement, nous ne prenons pas position. Nous ne nous définissons pas par rapport aux autres courants idéologiques. Dans les manifestations, il y a des anarchistes, mais jamais d'organisation spécifique anarchiste. En n'apparaissant pas publiquement sous forme d'organisation, en ne nous définissant pas clairement et ouvertement, il est tout à fait compréhensible que les gens sensibilisés se posent des questions et réfléchissent à deux fois avant de contacter un groupe « puisque les anarchistes n'existent pas dans les faits ! »

(Interview réalisée lors d'une rencontre avec les animateurs de la Freie Leihbibliothek de prêt gratuit à Karlsruhe).



CAFÉ-THÉÂTRE : LA CRISE !

Il y a cinq ans, à Périgueux, naissait la Caverne. Née d'un besoin ressenti par de nombreux Périgourdins et de l'esprit fonceur de C. Gindre, l'animateur du café-théâtre en question, la Caverne a tout pour elle. Située dans une des rues les plus pittoresques de la ville, près de la célèbre cathédrale Saint-Front, la Caverne s'est d'abord cherchée une véritable identité. On y trouvait aussi bien la « boom » des lycéens que des fêtes animées par des Portugais, nombreux dans ce quartier. Les spectacles d'une nature un peu plus « élitiste » ou « marginale » étaient aussi au rendez-vous, côtoyant la foire au troc mensuelle et le « tremplin du rock périgourdin ». Sans oublier la bonne bière.

Aujourd'hui, tout en voulant rester présente dans la vie culturelle de Périgueux, la Caverne a trouvé son style propre en faisant une large place à l'expression régionale, occitane ou autre, mais aussi en invitant des artistes de partout et notamment les spectacles qui font les beaux soirs des cafés-théâtres parisiens.

Le café-théâtre, c'est tout cela et beaucoup plus, car bien souvent l'événement se situe hors du spectacle, bien que fréquemment lié à celui-ci, dans une rencontre imprévisible qui prélude à la fête et aux plaisirs des sens.

Hélas, toutes les médailles ont un revers. C'est pour se pencher sur lui que les cafés-théâtres d'Aquitaine se sont rencontrés. Pour chacun d'entre eux, l'heure des comptes a sonné. Ce jour-là, on ne parle pas de culture, mais de gros sous. Partout la



La Caverne

même question : comment faire face ? En effet, comment payer les sommes astronomiques réclamées par les organismes tels que le Groupement des institutions sociales du spectacle (GRISS) qui gère les caisses de retraites des artistes et les congés payés, les ASSÉDIC, la SACEM (droits d'auteurs), quand on n'ajoute pas la couverture sociale. Comment payer lorsque l'on a bien du mal à payer des cachets aux artistes qui se produisent dans ces cafés-théâtres ? Le ridicule de cette situation ferait sourire si elle n'était si tragique.

Les organisateurs de la rencontre des cafés-théâtres d'Aquitaine avaient invité des représentants du l'URSSAF, du minis-

tère du Temps libre et de la Culture et, bien entendu, le délégué régional du GRISS. Le dialogue, assez fermé, aura au moins permis à chacun de dire ce qu'il avait sur le cœur. De cette réunion, nous retiendrons cet extrait significatif : la CAV'CONC d'Agen fait les comptes d'une bonne soirée : quarante personnes à 25 F, mille francs ; frais d'organisation plus cachet, de sept cents francs, total : mille francs. Bénéfice : néant ! A cela s'ajoutent les multiples charges : TVA 5,5% (17,6% si la billetterie donne droit à une consommation) : cinquante-cinq francs dans le meilleur des cas. SACEM : 7,7% : soixante-dix-sept francs. URSSAF : cent quarante francs la vignette. Enfin, le GRISS

qui avoisine les 20/30% : trois cents francs. Déficit : cinq cent soixante-douze francs. Et de conclure : « C'était une bonne soirée, on a dû payer pour travailler. »

Ce genre de pratiques porte un nom : le rackett légal ! Vous imaginez aisément, à la suite de cet exposé, qu'un dialogue de sourds s'instaure. D'un côté on parle code du travail et textes de loi ; de l'autre, relation d'aide artistique. Les uns parlent de salaires, les autres d'« aide à survivre ». Les arguments de ces organismes ne pèsent pas lourds quand on sait que bien souvent les animateurs de cafés-théâtres sont obligés de travailler par ailleurs afin de pouvoir eux-mêmes subsister.

Le café-théâtre, où se produisent les débutants, les pas connus, ce café-théâtre-là ne doit pas mourir ! Le « sous-prolétariat artistique » a parfois pris le devant de la scène et les cafés-théâtres d'Aquitaine ont, comme à Paris, servi de tremplin. Citons par exemple Claire, Charlélie Couture, Michèle Bernard, et bien d'autres... A l'époque où tout — même le culturel — doit être rentable, ces lieux de découvertes, d'expressions, de communication que sont les cafés-théâtres sont menacés et seraient morts depuis longtemps s'ils ne se doublaient d'une entreprise commerciale tel un café ou un restaurant.

Un rapport sera prochainement envoyé au ministre du Travail et au ministre du Temps libre et de la Culture. En attendant, les cafés-théâtres n'ont à compter que sur eux-mêmes. D'autant que la main secourable que pourrait leur tendre le pouvoir ne serait pas forcément innocente et sans arrière-pensée. La droite voulait briser les initiatives culturelles et artistiques qui lui étaient généralement inutiles, voire nuisibles. Gageons que la gauche cherchera à les mettre au pas. Espérons que ces espaces de liberté sauront rester intacts et se développeront sans tutelle.

« Nous sommes ici, bien au tiède, l'angoisse démocratique... Pas de camp, pas de grandiose. On tue la tête, à petit feu, dans le ronron mécanique de la liberté machine et le droit républicain de voter pour nos gardiens. » (Serge Utgé Royo).

Bruno DARAQUY

Gala de Radio-Libertaire et du « Monde libertaire »

RADIO-LIBERTAIRE a un an. Un an de combat quotidien, car affirmer la liberté d'expression sur les ondes est aujourd'hui un véritable combat. Un combat que mènent de concert notre radio et notre hebdomadaire.

Il en a fallu des années de prison aux Proudhon, aux Kropotkine, aux Jean Grave... pour qu'existe aujourd'hui cet hebdomadaire anarchiste que vous pouvez acheter dans beaucoup de kiosques, les gares et auprès des militants.

Le mouvement anarchiste a lutté pour qu'une presse libre existe. Il se battra pour que la radio libre vive, malgré l'Etat, malgré le pouvoir.

Le gala du 11 novembre n'est pas un gala comme les autres ! Bien sûr, nous comptons sur lui pour combler une partie de nos dettes : les journaux, les radios qui refusent d'être financés par les ambassades ou les patrons (publicité) ont besoin de soirées comme celle-ci.

Bien sûr, ce sera une excellente soirée : Jean Sommer nous chantera plusieurs chansons de son album qui sortira fin novembre et Font et Val nous donneront la primeur (en région parisienne) de leur nouveau spectacle.

Mais ce sera aussi une soirée où tous ensemble nous montreront notre détermination calme et sereine — mais solide et intransigeante — pour la liberté d'exprimer.

C'est tous ensemble que nous briserons le monopole !

Dès aujourd'hui, achetez vos billets car le nombre des places est limité : 50 F (35 F aux porteurs de la carte de Radio-Libertaire) à la Fédération anarchiste, 145, rue Amélot, Paris-11^e, métros République, Oberkampf, Filles du Calvaire. Téléphone : 805.34.08.

JEAN Sommer, depuis bientôt quinze ans, écrit, compose, chante tour à tour des textes où se mêlent la tendresse et l'humour, la désespérance ou la drôlerie. Sa voix vous prend au cœur et on a envie de se dire : « Mais pourquoi, pourquoi cette indifférence des médias à son égard ? » Et puis, foin des questions idiotes, écoutons-le, simplement. Il ne nous parle-

ra pas de lui, pas directement ; il est pudique. Il nous dira ceux qu'il aime, ce qui le fait vibrer, ce qui le touche au plus profond. Il nous dira ce qui le fait vivre et ce qui le met en colère. « Je chante pour moi, mes rêves, mes peines, je chante mes joies. »

Le 11 novembre, Jean Sommer chantera pour nous, pour que Radio-Libertaire continue d'exprimer, pour notre hebdo,



Jean Sommer

Le Monde libertaire. Jean prépare un nouveau disque chez Jam, il en a longuement parlé lors de sa venue dans notre studio. Alors ce disque, Jean, on l'attend avec impatience... Ce sera pour début décembre.

PATRICK Font et Philippe Val eux aussi sont venus dans le studio de Radio-Libertaire. Il n'est plus besoin de les présenter. Ils sont des « grands » du spectacle aujourd'hui. Boudés par les médias. Forcément, ces deux-là pas question de les mettre en cage dans le petit écran ; ils sont féroces et ne pardonnent pas la connerie. Au besoin, ils en rajouteraient. Bref,

ils foutent la trouille à pas mal de journaux bon chic bon genre, et pas seulement de par le vocabulaire dont ils usent. Derrière les mots, il y a une tonne d'idées, de ce genre d'idées qui déplaisent aux chefs, aux idéologues, aux bien-pensants. Alors ça fait tilt. Mais attention, ce ne sont pas toujours les « autres » qui sont visés et touchés. Alors, quelquefois on se reconnaît dans l'une de leurs chansons, l'un de leurs textes. Allons, ne faisons pas la mauvaise tête : tant qu'on peut dire « Tiens, ça me ressemble », rien n'est perdu. En tout cas, pas le sens de l'humour. Et c'est important ça, non ?

Font et Val, c'est aussi la tendresse, la complicité et la cha-

leur humaine. C'est plus qu'un bon moment avec eux, c'est un grand moment !

Jocelyne



Font et Val

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Jeudi 4 novembre : « La vie d'artiste » (16-18 h) : Alain Sunyrs : intervention urbaine sur Lyon.

• Vendredi 5 novembre : « L'invité quotidien » (20-22 h) : économie et abondancisme, animé par Guy et Charles ; (22-24 h) : Sergio Castoldi, peintre de Trottoir.

• Samedi 6 novembre : « Cause pas, t'éclabousse » : un luthier nous parle.

• Lundi 8 novembre : « Le magazine pour rire » (14-18 h) : Michel Marty.

• Jeudi 11 novembre : « La vie d'artiste » (16-18 h) : « Giraud Phare », association artistique de quartier.

• Vendredi 12 novembre : « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : Albert Diato (céramiste). Le problème des artisans d'art.

NOTE DE LECTURE

« NESTOR MAKHNO »

d'Alexandre Skirda

EN dehors de ceux que nous a laissés Nestor Makhno, nous avons de nombreux textes sur le militant anarchiste russe, mais l'ouvrage d'Alexandre Skirda a non seulement l'avantage d'en faire une somme, mais de les enrichir de nombreux inédits. L'auteur est d'origine russe et parle la langue. Depuis de nombreuses années, il s'est livré à des recherches qui lui ont permis de construire un ouvrage remarquable par la précision et la sûreté de ses sources.

On peut fractionner cette étude historique sur un homme et sur une époque en trois parties. La première est une biographie de Makhno, un récit de cette cavalcade effrénée des anarchistes ukrainiens à travers les steppes, faisant face au nationalisme ukrainien que la défaite des armées du tsar a réveillé, aux armées de Dénikine et de Wrangel soudoyées par l'impérialisme occidental pour faire pièce aux bolchéviks de Lénine, à l'Armée rouge de Trotsky, nouant avec cette dernière des alliances circonstancielles que la duplicité des communistes fera rapidement voler en éclats. Cette partie est la partie brillante du livre, que nous connaissions plus ou moins, qui ressemble à des chevauchées de légende qu'on a peine à inscrire dans la réalité. Goulai-Polié, la ville natale de l'anarchiste, est le centre de cette immense toile d'araignée d'où il rayonnera, d'abord sur l'Ukraine méridionale, puis sur tout le pays et, naturellement, je laisse au lecteur le soin de découvrir et de s'enchanter de cette épopée gigantesque.

La seconde est plus politique. Elle nous renseigne sur les congrès de l'organisation libertaire où se prennent toutes les décisions qui aboutiront aux partages des terres, à l'organisation des paysans. Elle fait le point sur l'état du mouvement anarchiste en Russie, sur l'organisation de coopératives. Enfin, l'auteur, dans une vaste fresque, nous décrit la Russie les premiers mois de la révolution de Lénine. Je crois d'ailleurs qu'un des grands moments de ce récit, c'est le voyage de Makhno en Russie, son entrevue avec Kropotkine vieilli et fatigué qui, en retournant en Russie en 1917, s'est lui-même enfermé dans la nasse. En vérité, on voudrait en savoir plus long sur ce contact entre le révolutionnaire et le théoricien. Son entrevue également avec Lénine qui, dans un premier temps, donnera le feu vert à Makhno, malgré son entourage, bienveillant qui d'ailleurs ne sera que de courte durée. Pour un libertaire, cette rencontre entre un intellectuel sec et impitoyable et un révolutionnaire romantique — l'un qui se veut être le cerveau et l'autre qui refuse d'être simplement le bras — est le symbole de la différence qui existe entre le communiste et l'anarchiste.

Enfin, il y a la troisième partie, celle qui, à mon avis, est la plus enrichissante, qui nous apporte le plus de renseignements inédits, qui est la plus riche pour nos réflexions sur notre combat révolutionnaire. Dans un chapitre de qualité, l'auteur nous trace un portrait fouillé de Makhno. Il nous explique, documents à l'appui, les raisons du succès de la Makhnovtchina, puis son échec. Il le fait sans complaisance, mais en avançant pas à pas, et avec une prudence qui en fait un historien averti. Il nous donne un état des forces révolutionnaires de Makhno (30 000 hommes et 70 000 en réserve). Enfin, après avoir tracé le périple du révolutionnaire avant qu'il ne gagne Paris, il nous compte Makhno en France, et c'est à cet instant que l'histoire de l'anarchiste russe se mêle à celle de notre mouvement.

Makhno est un guérillero, mais l'auteur fera litière des nombreuses légendes répandues sur lui dans notre pays. Il est certain qu'il ne s'entendra jamais parfaitement avec les anarchistes de bibliothèques qui, en Russie, ne firent que de brèves apparitions sur le terrain de ses luttes en Ukraine et qui s'évertuèrent à leur donner des versions « politiques » différentes des siennes. Ses rapports avec Voline ne furent jamais excellents et, en France, où l'idéologie faisait rage entre les « plateformistes » et les « synthésistes », Voline jouissait d'un prestige incomparable. Aujourd'hui, tout cela me semble bien dépassé, bien que nous en sentions encore les relents.

A la fin de son ouvrage, Alexandre Skirda, après avoir fait le bilan de ce premier essai d'implantation du communisme libertaire dans un vaste pays, publie toute une série de tracts, de documents, de résolutions issus des congrès des anarchistes ukrainiens, dont certains sont encore d'actualité et méritent d'être lus autrement qu'en diagonale.

Le livre de Skirda (1) est mieux qu'un beau livre clair et passionnant. C'est un livre qui mérite de rester à la portée de la main de tous ceux pour qui une révolution communiste libertaire reste indispensable.

Maurice JOYEUX

(1) Aux éditions Alexandre Skirda. En vente à Publico : 110 F.

Livres en vente à Publico

La Révolution espagnole, Bolloten 20 F
L'Anarchie et la société moderne, Maurice Joyeux 25 F
Le Consulat polonais, Maurice Joyeux 10 F
Mémoires de prison d'un anarchiste, Alexandre Berkman 15 F
La Pilule ou la bombe, Maurice Laisant 25 F
Les Écrivains contre la Commune, Paul Lidsky 50 F
L'Éducation libertaire, Jean-Marc Raynaud 25 F
La Vie et l'œuvre de Francisco Ferrer, Sol Ferrer 22 F
La Machine à fabriquer les délinquants, Jacques Lesage de la Haye 70 F
Le Cachot, Denis Langlois 40 F
Qu'est-ce que la propriété, Pierre-Joseph Proudhon 13 F
De la capacité politique des classes ouvrières, Proudhon (les 2 tomes) 50 F
La pensée constructive de Bakounine, Gaston Leval 35 F
Oeuvres complètes de Bakounine, aux éditions Champ libre. Le n° 8 200 F
L'Entraide, Pierre Kropotkine 35 F
Paroles d'un révolté, Kropotkine 20 F
Biographie de Kropotkine, Fernand Planché 30 F
L'Homme et la terre, Elysée Reclus (tomes 1 et 2). Le volume 30 F
Par-delà l'exil et la mort, Louis Stein 75 F
Articles politiques, Errico Malatesta 12 F

CINÉMA

Le nouveau Woody Allen est arrivé

LA cuvée Woody Allen 1982 allie la légèreté de *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir...*, à la profondeur d'*Intérieurs* et au comique de *Tombe les filles et tais-toi*.

Woody Allen acteur, c'est toujours le personnage, au même titre que Chaplin ou Groucho ; c'est-à-dire qu'il est avant tout une silhouette, mais dans *Comédie érotique d'une nuit d'été*, il se donne une nouvelle dimension : la finesse, et c'est ainsi qu'il est le plus percutant, le plus vrai, le plus humain.

Woody Allen metteur en scène, c'était toujours New York, la mégapole, le béton et l'acier ; c'est aujourd'hui l'été, la campagne, la douceur du clair de lune, et l'image y gagne une telle beauté plastique que l'on se prend parfois à penser à Visconti. Cependant, l'humour, la percussion des dialogues gardent toujours cette force qui fait tout le charme de l'auteur new-yorkais.

Comédie érotique d'une nuit d'été, c'est aussi un nouvel univers psychologique de Woody Allen, chemin entre *Les Comères de Windsor* et *Faisons un rêve* de Guitry, avec toutes les qualités de l'un sans les défauts de l'autre. C'est l'univers du rêve (un de ces rêves qu'il a dû cacher à son analyste). Et c'est peut-être par cette nouvelle dimension que sa dernière production restera parmi ses meilleures.

Gilles le Boiteux

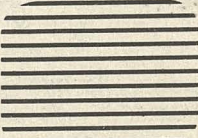
SÉLECTION RADIO/T.V.

DIMANCHE 24 octobre, *Antenne 2* a fait revivre Bourvil. Encore un cher disparu. Un sens du rire étonnant, un comique basé sur la naïveté, un chanteur plein de malice et de sensibilité, tous les Français s'accordent à considérer Bourvil comme un grand bonhomme du spectacle. C'est d'autant plus sympathique qu'il avait su d'abord conquérir un vaste public populaire grâce à sa simplicité et sa bonhomie, et ce n'est que bien plus tard que l'ensemble de toutes les couches sociales l'a reconnu comme un grand comédien. On pourrait lui appliquer la phrase consacrée à Laurel et Hardy : « Un grand merci à cet homme qui sut tant faire rire les autres hommes. »



RADIO

— *France-Culture* : les nécessités du bouclage avancé du journal et le retard systématique de la réception des documents de Radio-France ne nous ont pas permis de rédiger cette partie de la rubrique.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 5 nov. à 19 h 45 : s'il vous plaît : *Monique Tarbès à la Berchère*. Une ancienne habitué des galas du *Monde libertaire*.

Le 5 nov. à 20 h 35 : Barbara enregistrée en concert à Pantin.

Le 5 nov. à 22 h : *Otototoi*. Le mythe de Cassandre transposé en Provence. Avec Rufus et Charles Vanel.

Le 8 nov. à 17 h 10 : Henri Gougaud raconte Robert Desnos.

Le 8 nov. à 21 h 35 : *L'im-vraisemblable vérité* (1956), de Fritz Lang, avec Joan Fontaine. Un thriller classique.

Le 9 nov. à 20 h 35 : *Edouard II*

de Christopher Marcowe. Les pages sombres de la monarchie anglaise.

— *A2* : le 5 nov. à 17 h : les favellas de Recife : Coelhos. Les bidonvilles du nord-est du Brésil.

Le 6 nov. à 21 h 50 : début d'une série : *Les amis*, de Minkowski et Kostenko. Les tensions de la société polonaise.

Le 7 nov. à 21 h 40 : mœurs en direct : guerre d'Algérie : mémoire enfouie d'une génération. Aujourd'hui : *L'amour des cœurs*.

Le 9 nov. à 20 h 40 : *Une semaine de vacances* (1980), de Bertrand Tavernier. Une enseignante qui joue à l'école buissonnière. Avec Nathalie Baye.

— *FR3* : le 4 nov. à 20 h 35 : *Cadavres exquis* (1976), de Francesco Rosi, le plus doué des réalisateurs italiens contemporains. Un des aspects du terrorisme d'Etat.

Le 5 nov. à 21 h 30 : *Promenade en Avignon*. Une flânerie à travers les répétitions et les représentations du festival.

Le 6 nov. à 20 h 30 : suite de l'émission de la veille : *Gassman aux enchères*. Le spectacle le plus prestigieux du dernier festival d'Avignon.

Le 7 nov. à 22 h 30 : aspects du cinéma d'avant-guerre : *Caravane* (1934), d'Erik Chareu. Avec Charles Boyer et Pierre Brasseur.

THÉÂTRE

« Le Misanthrope », de Molière

par la Compagnie Jacques Mauclair

LE très bon prologue à la pièce, créé par Jacques Mauclair, donne déjà l'idée du sens qu'il a voulu donner à la mise en scène. A la manière de *L'Impromptu de Versailles*, on y voit la troupe de Mauclair jouer la troupe de Molière en train de s'entretenir avant une prétendue répétition générale du *Misanthrope*. Jeu de situations, humour et clins d'œil au public alternent avec des réflexions sur le théâtre, où Mauclair joue Molière âgé (metteur en scène et acteur principal, comme lui) qui joue Alceste. Jeu d'identification, donc, où les conceptions du jeu dramatique (un jeu naturel, des caractères pas trop « forcés », le recul de soi vis-à-vis du personnage) sont refusées par Mauclair, metteur en scène. Ce prologue a aussi le mérite de mettre en évidence le rapport qui existait entre Molière individu et ses pièces, entre un Molière vieux mari jaloux et un Alceste malheureux dans son amour pour la jeune Célimène (jouée à l'époque par la femme même de Molière), entre un Molière objet de tracasseries pour son théâtre, indigné par l'hypocrisie du temps et un Alceste révolté. Lien aussi, du même coup, entre le contexte social et politique de la troupe de Molière et celui des personnages de la pièce. Ce qui ne vieillit d'ailleurs pas la pièce puisqu'elle met en évidence la confrontation d'individus face à leur contexte social, aux mœurs, aux modes (acceptation du jeu par les marquis, rejet de la part d'Alceste, compromis de Philinte...) et face aux autres, à leurs propres désirs : Alceste âgé mais exigeant dans son amour malheureux, parfois exagéré et un peu ridicule, Célimène face à sa cour d'amants et ses sentiments réels.

Le parti-pris de la mise en scène, contrairement à d'autres interprétations qui ont été faites du texte de Molière, paraît être ici non de vanter le juste milieu de Philinte, qui se montre un peu fade, mais de crier la révolte d'Alceste, comme subversive. Quant à Célimène, l'accent mis sur l'ambiguïté du personnage — ambiguïté qui reste totale à la fin du spectacle — est intéressant.

Reste seulement que la mise en place du jeu est malgré tout traditionnelle, avec l'appât du préparé, du conventionnel, mais les comédiens et le rythme accrochent l'intérêt durant tout le spectacle, où aucune tirade n'est ennuyeuse, grâce à un jeu étonnamment vivant, expressif et imagé.

Au théâtre du Marais, 37, rue de Volta, 75003 Paris, métro Arts et Métiers.

Isabelle





Règlements de comptes à O.K. Coral

MERcredi 13 octobre, trois animateurs d'un « lieu de vie » (Le Coral), Claude Sigala, Alain Chiapello et Jean-Noël Bardy sont écroués, puis inculpés pour « attentat à la pudeur sans violence sur enfant de moins de quinze ans et d'incitation de mineurs à la débauche ». Quelques jours plus tard, le juge prononce trois autres inculpations, pour les mêmes motifs : René Sherer, professeur de philosophie, Willy Marceau et Gérard Durant.

A l'origine de tout cela, des journalistes plus épris de sensations que de vérité, un juge puritain et un gars en possession d'un faux rapport de police qui connaissait les « lieux de vie » pour les avoir escroqués et qui avait des comptes personnels à régler. La presse, en mal de scandale, s'est dépêchée de faire mousser l'« affaire du Coral ».

Aujourd'hui, alors que celle-ci est un peu retombée, la presse semble changer de ton. Elle reconnaît que le dossier d'inculpation est vide : pas une seule plainte de parents ni d'adolescents, pas de photos compromettantes, en bref, aucune preuve tangible.

Dans toute la France s'organisent des comités de soutien composés d'autres lieux de vie, de psychiatres, de personnes soutenant ces expériences alternatives et surtout (ce qui est le plus important) des parents des pensionnaires du Coral.

Pour nous qui connaissons les lieux de vie pour en avoir suivi les expériences, les publications, les états généraux et qui en avons relaté le fonctionnement et les buts dans les colonnes du *Monde libertaire*, nous ne pouvons que dénoncer la cabale qui s'est organisée autour de cette affaire et n'être que solidaires avec les inculpés face à ces accusations calomnieuses.

Carolina

A la conférence de presse...

LE 25 octobre, le comité de soutien aux inculpés du Coral organisait une conférence de presse. Etaient présents quelque 150 personnes : des animateurs de lieux de vie, des parents d'enfants placés dans ces lieux, des psychiatres comme Tony Lainé, Félix Guattary ; Franco Rotello, le président des mouvements alternatifs internationaux, une soixantaine de journalistes, ainsi que de nombreuses personnes venues apporter leur soutien.

Cette conférence expliquait la réalité des lieux de vie. Nous reproduisons ici des extraits de leur déclaration.

- **Quitter l'institution ?** : Claude Sigala, éducateur spécialisé, après dix ans passés dans l'institution classique, fait le constat que celle-ci ne correspond pas à la demande de certains jeunes. Il nous en fait part et nous décidons, par rapport aux difficultés similaires rencontrées dans l'institution en général d'innover : non pas contre, non pas en marge, mais hors de l'institution. Dans une nouvelle voie consciente de cette réalité et autonome par rapport à celle-ci : le Coral.

- **Très vite** : Nous nous apercevons que le Coral correspond à une demande importante à laquelle les établissements classiques, de par leurs structures, ne peuvent pas répondre. Bon nombre de parents nous contactent, nous confient leurs enfants au passé institutionnel souvent très lourd. Des juges d'enfants nous confient des jeunes qu'ils n'arrivent pas à « caser ».

- **Ce qu'il faut savoir** : C'est dans cet espace-là que le Coral intervient : délinquants, cas sociaux, psychotiques. Le coral a aussi un désir d'ouverture et de... transparence.

- **L'ouverture** : Depuis six ans, nous nous ouvrons aux personnes qui désirent innover dans leur coin et à leur manière ; nous nous ouvrons à des dizaines d'éducateurs et d'éducatrices en formation qui viennent faire un stage de plusieurs mois ; nous nous ouvrons à toutes les personnes qui nous confient les enfants.

Depuis six ans, cette ouverture, dans un cadre clairement défini, a permis la création de nombreux lieux de vie.

- **Les risques, phénomènes inévitables de notre pratique** : Une telle ouverture peut permettre à des personnes mal intentionnées de perturber la vie du lieu et de jeter le discrédit sur notre travail. Nos risques sont aussi les accidents, les vols, les escroqueries, la délation... Les risques du métier... Les risques de la vie... Vivre avec des accueillis aux problèmes graves. Vivre avec des enfants dont la différence est flagrante. Oui, nous prenons des risques. Permettez-nous de les assumer. Aidez-nous à les assumer.

- **Réponse aux calomnies sur la pédophilie** : Il est hors de question pour un permanent d'un lieu de vie d'utiliser une quelconque détresse affective dans le but d'assumer ses propres désirs.

Le Coral, les lieux de vie... et le vieux monde

LA VIE, LA MORT... L'AMOUR !

EN 1894, déjà, Cempuis tombait à l'issue d'une campagne de presse d'une hargne rare orchestrée de main de maître par la curaille et cette fraction de la bourgeoisie qui a toujours compté ses sous les fesses serrées et le cœur bien au chaud dans l'univers glacé de l'ordre moral. Mort à Cempuis, mort à l'anarchiste Paul Robin, couinaient tous ces porcs conservateurs, puritains, culs bénis et peine à jouir ! Mort à ce lieu de dépravation morale ! Mort à ce temple de la pornographie où, tenez-vous bien, garçons et filles... étaient assis côte à côte sur les bancs de la classe et, comble du comble, se baignaient ensemble dans la piscine.

On l'aura compris, ce que tous ces pue d'la gueule reprochaient à Cempuis se situait de toute évidence bien au-dessus de la ceinture. A Cempuis, en effet, Paul Robin avait esquissé la trame d'un possible hautement répréhensible : celui de la liberté de l'enfant. Il avait osé la mixité, l'éducation intégrale (manuelle, intellectuelle, physique), la pédagogie libertaire... et l'éducation sexuelle. Une véritable menace, donc, pour l'édifice plusieurs fois millénaire du vieux monde dont l'éducation autoritaire constitue l'un des principaux piliers de soutienement. Car, à la mise en condition, Robin avait substitué une certaine liberté. A l'émiettement d'un individu éclaté au soleil brûlant de la hiérarchie, la réunification. A la mutilation, le libre épanouissement des potentialités. A la tristesse, la joie.

A la mort, la vie ! Et, pour tout cela, il devait être anéanti au plus vite. Et par tous les moyens. Dont, bien sûr, celui de la calomnie.

Au début de ce siècle, à la Ruche, Sébastien Faure reprit le flambeau de l'éducation libertaire, et lui aussi eut à subir la calomnie. On l'accusa de pédophilie.

Aujourd'hui, en 1982, cette même pègre qui continue de hanter les corridors empuantis de l'ordre dominant recommence le coup de Cempuis et de la Ruche, à propos du Coral. Pour tenter de mettre à bas cette expérience « éducative » qui dérange, elle fait hurler aux ballets bleus les mouches de merde de la télé, de la radio et de la presse. Cent ans plus tard, donc, les mêmes méthodes pour contrecarrer une même menace.

Au Coral, dans cette grande bâtisse située à Aimargues dans le Gard, quelques adultes, éducateurs en rupture de ban pour la plupart, essayent depuis 1975 d'offrir, par le biais du soleil, de la mer et de l'amour, une alternative aux laissés pour compte des institutions spécialisées dans l'enfermement (HP, DDASS...). Une espèce de lieu de vie pour tous les condamnés à pourrir dans les lieux de la mort de toutes sortes, que le Coral ! Pire, depuis quelques temps, un lieu alternatif global !

Au départ, en effet, le Coral et les autres lieux de vie qui s'étaient ralliés à lui en formant un réseau faisaient uniquement dans l'antipsychiatrie. Ils s'étaient

dénommés CRAP (Collectif réseau alternatif à la psychiatrie). Très vite cependant, conscient de l'impasse de la voie contre-institutionnelle, le CRAP muait et affirmait sa volonté de s'inscrire dans le champ social tout entier. De CRAP, il devenait CRA (Collectif réseau alternatif) et s'ouvrait sur l'alternative en général. Psychiatrique, mais également économique et social. Aux états généraux des lieux de vie à Nîmes, en 1982, cette mutation fut au centre des débats. A l'époque, nous l'avions analysé comme un refus du rafistolage dans lequel se complaisent nombre d'expériences marginales et contre-institutionnelles, et comme une volonté de rupture avec l'ordre dominant dans sa globalité. Bref, en un mot comme en cent, le Coral et de nombreux lieux de vie commençaient à faire dans la subversion.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le vieux monde montre aujourd'hui les dents et tente par tous les moyens d'abattre et de discréditer cette subversion en marche. Et quand on pue la mort, l'odeur de la vie est difficilement supportable. Quand on galère dans la misère d'une sexualité dominée par la névrose et les rapports marchands, l'amour et la tendresse, quelle provocation ! Il faut salir à tout prix !

Allez, Claude Sigala, gens du Coral et des lieux de vie, courage ! La guerre de classes implique le fait de savoir tirer profit des coups que l'on prend. Vous aviez la révolte au cœur, il vous reste à découvrir la haine !

Jean-Marc RAYNAUD

PRESSE ET JUSTICE

TOUT le monde sait que le cul, ça fait vendre. Le consommateur (con, sot, mâteur) est avide de cette denrée. Combien de pubs, où le corps de la femme est utilisée comme appât sans autre but que celui de séduire l'acheteur. Mais quelquefois, pour cet autre consommateur qu'est le lecteur, il faut aller plus loin. C'est la presse à scandale, qui se nourrit de bruits de chiottes. Plus l'affaire est dégueulasse, plus ça fait bander le lecteur, plus ça fait vendre. La misère sexuelle ambiante fait la fortune de certains.

Dernière affaire en date : le Coral

Les journaux régionaux et nationaux s'en sont donnés à cœur joie. Pensez donc ! So-disant de la pédophilie, de plus avec des petits handicapés. Ma pauvre dame ! « Réseau de ballets bleus, trafic de photos d'enfants, personne officielles impliquées », etc. Une mine d'or ! Et dire qu'avant ça, jamais aucun de ces journaux n'a parlé de l'expérience captivante des lieux de vie. Du jour au lendemain, voici projetées ces expériences alternatives à la première page.

Et pourtant, le dossier Claude Sigala n'est pas des plus remplis. Actuellement, au moment où j'écris, c'est-à-dire le 27 octobre, on n'est sûr que d'une seule chose : on ne sait rien. Cela n'a pas empêché le *Midi libre*, sous la plume de Rémy Loury, de pondre des pavés.

Loury se dit bien informé, mais un de ses collaborateurs refuse de travailler sur le Coral, car pour lui les informations sont bidons. Une histoire montée de toute pièce.

Mais pourquoi ?

Plusieurs hypothèses sont envisageables. Les lieux de vie commencent à sortir de l'ombre. Deux semaines avant les arrestations, un excellent reportage était passé à la télé. Certains, des milieux psychiatriques, ont réagi contre ce qu'ils estiment être une attaque contre leur corporation et le savoir psy. De plus, des conventions entre le ministère et les lieux de vie étaient sur le point d'être signées. Avec cette affaire, tout s'arrête. Cette démolition directe des lieux de vie n'est pas la seule hypothèse.

Intérêts de basse politique ?

Un journaliste de *Qui ? Police* a confié à un commerçant de Lunel dans l'Hérault : « La gauche nous a fait assez chier en essayant de mouiller Chirac dans de sombres affaires, nous on va faire craquer le Coral ». On le voit, un scandale en chasse un autre. Le Coral est bien tombé ! Bientôt les élections municipales. La mairie de Nîmes est très convoitée. On dit que Georgina Dufoix, ministre à la famille (c'est elle qui devait signer avec les lieux de vie les conventions) se présenterait dans cette ville. Le candidat de l'opposition, c'est M. Cacharel, le

couturier. Et dans le *Midi libre*, on a pu voir à côté d'un article calomniateur signé Loury, sur l'affaire du Coral et ses implications au niveau ministériel, un autre article plus élogieux sur Cacharel toujours du même Loury. Drôle de hasard !

Et la justice ?

Le juge Solzman (connu pour ses opinions assez réactionnaires) est depuis longtemps sur un trafic de photos pornos en Hollande. Il a pu croire de bonne foi en la culpabilité des gens du Coral. Mais aujourd'hui, devant le manque de preuves, s'il veut garder l'affaire, c'est peut-être pour provoquer des remous dans les milieux pédophiles.

Le cas Minute

La veille de l'arrestation des animateurs du Coral, *Minute* a téléphoné à Aimargues à Sigala pour l'avertir que le centre allait avoir des ennuis. *Minute*, à l'inverse de ses concurrents, n'a rien publié pendant une semaine. Et maintenant *Minute* accuse la police d'avoir voulu le piéger par un faux. Louche tout ça ! Ça sent le règlement de comptes.

Ce qui me semble grave, c'est le rôle joué par la presse qui falsifie, calomnie... en utilisant le scandale pour jouer sur les comportements tout aussi discutables de certains lecteurs.

Claude (Béziers)